

N° 27

DECEMBRE 1982

ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

**Contributions
à l'histoire du trotskysme
en Belgique**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

88, rue Saint-Denis - 75001 Paris France - Tél. : 233.47.92

8 F



LA LUTTE

Directeur : WALTER DAUGE
 Rédaction : 24 CURSUS
 Abonnements : ALQUIER J. 1930
 P. 75 97 06

TRAVAILLEURS, SOLDATS !

Plus que jamais vigilance !
 On prépare sournoisement, à la Chambre, le
 vote des 18 mois.
 Déclenchez la lutte pour faire échouer le
 projet criminel du gouvernement Van Zeeland !

LUTTE OUVRIÈRE

Organe du Parti Socialiste Révolutionnaire (adhérant au Centre pour la IV^e Internationale)

LE DESTIN DE LA BELGIQUE

Socialisme ou Capitalisme ? Notre choix est fait, Monsieur Van Zeeland !

Depuis quelque temps, les lauriers du sursis empêchent les membres du gouvernement et Van Zeeland en particulier de dormir. Ils font assaut d'éloquence avec le chef de Rex. Les flots de salive qu'ils dépensent ne feront pas oublier aux masses laborieuses la situation lamentable dans laquelle elles se débattent.

Or donc, jeudi 29 octobre, M Van Zeeland débattait au Palais de Justice de Bruxelles, sous les auspices du Jeune Barreau.

Ce fut, pour le premier ministre, l'occasion de ressasser quelques lieux communs. « Pour nous, a-t-il dit sans rire, la crise est finie, ou quasiment : nous sommes dans une période normale, avec les difficultés qui font partie de toute vie économique normale. Traversons le pays et nous nous en apercevrons tous de suite.

La crise est finie !
 Ni plus ni moins ! On conviendra que ce Van Zeeland ne manque pas de culot. Il y a encore des dizaines de milliers de chômeurs, des dizaines de milliers de travailleurs qui souffrent de la crise.

« Mais, dit-il, la situation normale, dans la Belgique, est habitée par des chômeurs, qui est dans le luxe, a raison : on est dans une situation normale. C'est-à-dire qu'on se trouve dans une situation qui perdurera aussi longtemps que subsistera le régime capitaliste. Il y a des dizaines de milliers de chômeurs qui ne trouveront plus jamais d'emploi. D'autre part, l'économie capitaliste ne pourra plus supporter de nouvelles charges sociales au profit de la classe ouvrière, sous peine de s'écrouler.

La preuve est faite, et bien faite, que le capitalisme actuel n'est plus capable ni de donner du travail à tous les ouvriers, ni d'élever le niveau de la vie des travailleurs. Cette vérité éternelle a été énoncée avec force dans les thèses sur la nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la Quatrième Internationale. Ces thèses, que nous avons reproduites dans l'A. S. R. du 22 août 1930, constituent un document politique d'usage pour qui ira s'affirmant au cours des mois à venir et auquel on ne saurait assez renvoyer les camarades qui, dans l'imbricatio des événements politiques, veulent avoir un fil conducteur ferme et sûr.

Les travailleurs doivent donc tirer la conclusion qui s'impose : si le régime actuel n'est plus capable d'élever le niveau de leur vie, il faut lutter avec le maximum de vigueur, tous les jours, non pas pour le maintien du statu-quo, comme le proposent les chefs réformistes et stalinistes, mais pour le renversement complet du régime, pour l'établissement d'un régime nouveau, le régime socialiste où les travailleurs connaîtront un bien-être incomparable.

Cette lutte sera dure, âpre, sanglante. La bourgeoisie capitaliste se défendra avec bec et ongles. C'est pourquoi, dès à présent, ses représentants au gouvernement, tel Van Zeeland, avec la complicité apaisante des leaders réformistes, prennent le maximum de précautions pour enrayer la nouvelle montée révolutionnaire. Ils renforcent l'appui répressif de l'Etat et se préparent à faire voter, par une majorité servile au Parlement, une série de lois sclérotantes contre lesquelles les travailleurs ne sauraient lutter avec assez de force.

C'est en corrélation étroite avec cette politique de défense acharnée des intérêts de la grande bourgeoisie capitaliste que Van Zeeland a déclaré, dans son discours « Quant aux milices armées, il n'y en a pas et il n'y en aura pas. En Belgique, il n'y a pas d'Etat dans l'Etat et il n'y en aura jamais tant que nous serons au pouvoir ».

La classe ouvrière doit bien réfléchir à ce grave problème. Il est banal de répéter que la bourgeoisie capitaliste ne se maintient au pouvoir que par la force des armes. Elle ne cédera le pouvoir que sous la poussée révolutionnaire des masses. Van Zeeland, le

bourgeois, elles déclencheront l'insurrection armée. Elles sauront bien trouver les armes nécessaires car, selon Troïsky, « le prolétariat produit les armes, les transporte, construit les bâtiments où elles sont déposées, défend ces bâtiments contre lui-même, sert dans l'armée et crée tout l'équipement de celle-ci. Ce ne sont ni des serrures ni des murs qui séparent les armes du prolétariat, mais l'habitude de la soumission, l'hypothèse de la domination de classe, le poison nationaliste. Il suffit de détruire ces murs psychologiques — et aucun mur de pierre ne résistera. Il suffit que le prolétariat veuille des armes, — et il les trouvera. La tâche du parti révolutionnaire est d'éveiller en lui cette volonté et de faciliter sa réalisation. »

Que Van Zeeland lise et médite ces phrases. Tous ses discours, tous ses articles ne pourront pas, un jour, empêcher l'armée générale du peuple. La milice armée se créera d'elle-même, non seulement pour renverser « l'ordre » établi, mais aussi et surtout pour contrôler l'orbite d'un ordre bourgeois, non ordre véritable d'ordre socialiste. Jamais le parasitisme, la cupidité, l'égoïsme, l'individualisme, les travailleurs doivent se préparer à ce choc inévitable. Et ce n'est pas parce que Van Zeeland a dit qu'il faut que l'Etat soit renforcé, si l'on ne veut pas que la haine l'emporte sur l'amour, que le prolétariat doit cesser de faire preuve de la plus grande vigilance. Au contraire, elle doit redoubler. Il faut surveiller les factieux. A leur armement éventuel, il faut opposer l'armement du prolétariat. Cet armement se réalisera malgré tous les obstacles, si les ouvriers ont la volonté nécessaire. D'autre part, il faut intensifier la propagande au sein de l'armée qui, par sa composition ouvrière et paysanne à la base, reste la grande espérance de l'avant-garde révolutionnaire.

Nous voulons encore insister sur deux passages du discours de Van Zeeland, ceux où il a dit :
 1) En Belgique, il n'y a qu'un chef, c'est le Roi.
 2) Il faut que tous les Belges se sentent solidaires de ce gouvernement. Ce qu'il importe de faire, c'est l'Union nationale.
 N'en déplaise à Van Zeeland, nous ne sommes pas d'accord avec lui. Le roi n'est pas un chef pour nous. Nous sommes irréductiblement hostiles à la monarchie. En face de la trahison, nous répréhensions les sur ce principe, nous répréhensions et continuons la vieille et glorieuse tradition républicaine. Mais nous ne voulons pas l'établissement d'une république bourgeoise, capitaliste, impérialiste comme en France. Nous lutterons pour une république socialiste ouvrière ou tout le pouvoir appartiendra aux ouvriers et aux paysans. Par ailleurs, nous ne voulons pas de l'Union nationale qui permettrait à la bourgeoisie capitaliste de mieux exploiter les travailleurs et qui constitue le prélude de l'union sacrée pour la guerre. Nous sommes d'avis que la classe ouvrière doit pratiquer une politique indépendante, refuser de s'allier à la bourgeoisie capitaliste. Elle doit poser sa candidature au pouvoir, lutter pour le renversement du régime existant. Ce but, qui est le but final du socialisme révolutionnaire et qui a cessé d'être celui du réformisme pourri, elle ne l'atteindra qu'en restant elle-même, qu'en repoussant loin d'elle tous les Van Zeeland et autres marchands d'ordinaire.

Walter DAUGE.

Parti Socialiste Révolutionnaire Fédération du Borinage

NOUS RAPPELONS A TOUS LES MEMBRES DE LA FEDERATION BORNAINE DE NOTRE PARTI, QU'UNE REUNION PLENIERE FEDERALE SE TIENDRA DIMANCHE 8 NOVEMBRE A 9 HEURES DU MA-

LA GRÈVE DES MINEURS A CHARLEROI

Les chefs réformistes poignardent la lutte
 Les stalinien font le mort !

Seul, le Parti Socialiste Révolutionnaire a soutenu les grévistes

La semaine dernière, les patrons charbonniers ont eu chaud. Au lendemain de la publication par notre journal « La Lutte Ouvrière », d'un appel aux mineurs disant entre autres « le moment est favorable pour lutter pour l'augmentation des salaires », une grève spontanée éclaboussa bientôt les quatre fosses des charbonnages du Triou-Katsin à Châteleuvelécat. En quelques jours, elle s'étendit aux puits des Vallées à Gilly; aux puits du Marquis, de Sainte-Henriette et enfin aux puits d'Apamée à Ransart.

L'effervescence gagnait de nombreux puits. La menace de généralisation rapide de la grève à tout le bassin — grève qui n'aurait pas tardé à s'étendre à tous les bassins miniers du pays — inquiétait beaucoup les patrons.

Ceux-ci savaient fort bien que dans les circonstances actuelles le soutien de char-

bon manque de main-d'œuvre, si les grèves localisées pendant quelques jours à quelques puits parvenaient à s'étendre et se généraliser, ils s'en seraient vite débarrassés. Ils s'agissaient de leur satisfaction aux mineurs. Aussi, envoyer et liquider rapidement les grèves en cours et empêcher leur extension était le problème à résoudre d'urgence. Ce fut la tâche des chefs réformistes et de leurs sous-ordres, la plupart des délégués de puits.

COMME D'HABITUDE

L'intervention des permanents syndicaux aux assemblées de grévistes, consista uniquement à condamner les départs en grève sans p'éavis, et à inviter les grévistes à reprendre le travail en attendant que

Contre cette attitude les grévistes réagirent vigoureusement. Ils sentaient une fois de plus que si les bureaucrates syndicaux s'occupaient d'a grève, c'était pour la torpiller.

Ayant tenté de pousser des assemblées « comprenant que leur attitude défaitiste ne faisait qu'exacerber les mineurs, les bureaucrates ne montrèrent plus mais leurs sous-ordres se chargeront d'a besoin de trahison.

Dans de nombreux puits, les personnes voulant se tenir pour prendre position sur la question de la grève. Mais les délégués saboteurs des unions, à qui les mineurs les plus combattifs voulaient refuser de se rendre et invitaient à leur camarades à partir en grève et furent délégués qui entrèrent les premiers dans le charbonnage et entrainèrent le travail les hésitants. « Décidez-vous, vous direz, moi je travaillerai », déclarèrent les délégués singuliers délégués.

Et pendant que cette tactique de sabotage et de freinage s'appliquait dans les fosses pour empêcher l'extension de la grève, à Gilly, les « Basiles » (sobriquet justement donné aux frères Berger, délégués de puits aux Vallées et aux Moulins du Vivier) se préparèrent à poignarder les grévistes « la lutte et briser ainsi le mouvement.

Ernest Berger, membre du Comité National de la Centrale des Mineurs, qui voulait être président de la section de Gilly au lendemain d'une assemblée de grévistes qui avait décidé de tout mettre à l'arrêt pour étendre rapidement le mouvement de grève et militant qui avait promis « on me le fait toujours à Paris, mais j'interviendra à la Centrale pour demander de prendre les mesures nécessaires pour la tension du conflit. Ce singulier militant le lendemain même de cette assemblée du personnel qui décida la continuation de la lutte était à l'intérieur du charbonnage et, personnellement, engagé à la reprise du travail et donnait lui-même l'exemple de la hausse en entrant travailler.

Le coup était bien calculé par le recidiviste de la trahison. La reprise partielle qu'il entraînait aux Vallées, en même temps que son frère l'entraînait aux Moulins du Vivier — devait entrainer la reprise générale.

Il faut dire pour être juste que le manœuvre réformiste de trahison n'a pu réussir, c'est parce que la température générale de la lutte n'était pas encore assez chaude.

Les mineurs, partout sentent bien le moment est favorable et qu'il faudrait engager la bataille. L'idée de recourir à la grève pour faire augmenter les salaires gène du terrain tous les jours, mais les mineurs hésitent encore à voir de la lance dans la lutte.

Un parti en lutte sans hésitation — un ordre de grève générale — était lancé par la Centrale. Ils ne comprennent pas qu dans les circonstances actuelles, l'ennemi favorables ce mot d'ordre ne vien pas.

Mais que les patrons et les chefs réformistes qui se frottent les mains de voir les grévistes mineurs de Charleroi retournés au travail ne se fassent pas d'illusions. La grève de Charleroi, c'est le premier avertissement. L'augmentation des salaires est une nécessité, que de bon gré ou de force les mineurs sauront eux imposer sans tarder.

L'ATTITUDE DES PARTIS OUVRIERS DEVANT LE PROBLEME

DE L'AUGMENTATION DES SALAIRES

Social-démocratie et démocratie-chrétienne, toutes deux faisant partie de la coalition gouvernementale, ont le programme est de bien gérer les affaires du capitalisme belge et d'assurer le maximum possible de bénéfices aux banquiers et industriels.

APRÈS DEUX JOURS DE GRÈVE, Les ouvriers des Charbonnages de Tamines obtiennent complète satisfaction

EFFERVESCENCE DANS LE BORINAGE

(Lisez nos informations en deuxième page).



- PRESENTATION -

Comme nous l'avions indiqué dans le numéro précédent, nous interrompons momentanément la parution de Cahiers sous forme de catalogues ou d'inventaires de documents pour présenter dans les Cahiers du CERMTRI qui vont suivre des contributions à l'histoire des mouvements révolutionnaires internationaux. Nous reprendrons épisodiquement la parution des Cahiers bibliographiques de documents en dépôt au CERMTRI.

Dans ce numéro, il y a d'une part un résumé par Catherine LEGEIN, d'un mémoire de Nadia DE BEULE sur l'histoire du trotskysme en Belgique avant la dernière guerre mondiale.

D'autre part, le lecteur y trouvera l'appréciation de Pierre BROUE sur l'important travail que Catherine LEGEIN a effectué sur le Parti Socialiste Révolutionnaire (section belge de la IVème Internationale) de 1936 à 1939, travail accompli en partie avec l'apport des archives du CERMTRI.

Comme le souligne Pierre BROUE, la masse de documents et de notices bibliographiques contenue dans le mémoire de Catherine LEGEIN permet aujourd'hui de mieux connaître l'histoire du PSR et la place importante de la section belge dans la IVème Internationale.

Le travail de Catherine LEGEIN permettra, nous n'en doutons pas, d'approfondir toutes les questions politiques qui ont été débattues dans ce parti sur l'entrisme dans le POB, le POUM, les élections, les syndicats, la nécessité ou non de la IVème Internationale, etc ..., et de comprendre toutes les divergences qui sont apparues sur ces questions et la richesse des discussions. En définitive de faire une histoire complète du PSR.

Pour tous les chercheurs, étudiants et historiens intéressés par l'histoire du trotskysme en Belgique, le mémoire de Catherine LEGEIN est en dépôt au CERMTRI et peut être consulté sur place. De même, ils pourront se reporter aux "Cahiers du CERMTRI" Nos 13 et 14 qui donnent la nomenclature des documents (bulletins intérieurs et journaux) diffusés clandestinement par le PSR et le groupe "Contre le Courant" de VEREEKEN pendant la deuxième guerre mondiale.

Pour le Bureau du CERMTRI,

Louis EEMANS .

CONTRIBUTION À L'HISTOIRE DES TROTSKYSTES BELGES

AVANT LA DERNIÈRE GUERRE MONDIALE

RESUME DU MEMOIRE DE

NADIA DE BEULE

PAR CATHERINE LECEIN

I - LA NAISSANCE DU PCB EN 1921 .

Le PCB est né de deux tendances : Le "Parti Communiste Belge" de WAR VAN OVERSTRAETEN et "Les Amis de l'Exploité" de J. JACQUEMOTTE.

A - Le Parti Communiste Belge de W. VAN OVERSTRAETEN.

Il était né des JGS qui avaient quitté le POB après la guerre . Les points communs étant le dégoût pour le POB et leur position sur la révolution russe. Leur politique s'articulait autour de deux points majeurs : leur anti-parlementarisme et leur soutien à la formation des conseils ouvrieres sur le modèle bolchevique . Ils ont eu par ce programme une certaine audience après des masses .

B - Les Amis de l'Exploité de JACQUEMOTTE .

Ils étaient beaucoup plus modérés que le groupe de W. Van OVERSTRAETEN . Ils espéraient que le POB reviendrait à des positions de classe d'avant-guerre et à leurs méthodes de lutte . Ils avaient une position centriste . Ils refusaient d'attribuer la guerre uniquement au capitalisme et à l'impérialisme et n'approuvaient pas entièrement la révolution russe .

Pour eux en Belgique il était primordial de sauvegarder l'unité à l'intérieur du POB . Ils basaient leur programme social sur la Charte de Ougarenon . A leur troisième et dernier congrès ils demandent leur affiliation à l'IC et se prononcent pour la construction d'un PC .

C - Fusion des deux groupes .

L'existence de deux PC en Belgique était intenable selon les statuts de l'IC, d'autre part les élections législatives approchaient et pour qu'il n'y ait pas de confusion au cours de celles-ci il fallait aller très vite dans la fusion. Pour mener la fusion, on constitua une commission spéciale composée de 2 membres de chaque parti et présidée par un représentant du Komintern . Le but de la commission était d'établir un programme et des statuts .

Durant la discussion il s'avéra que les divergences étaient encore profondes, les délégués des deux partis étaient conscients que la fusion serait formelle mais pensaient qu'au cours de son existence le futur parti pourrait les aplanir .

Un mois après la fusion le parti prit part aux élections, ce fut un échec .

II - LE PARTI COMMUNISTE : 1925 - 1928 .

Durant son existence avant la scission de 28 (exclusion des trotskystes comme dans les autres pays), le PCB va connaître des conflits au sujet de 3 questions: la question organisationnelle, la question syndicale et la question russe .

A - La question organisationnelle .

Les premiers heurts vont se produire au sujet du fonctionnement et de l'efficacité du nouveau parti : la question de la presse, des brochures, du résultat des élec-

tions, etc .

La discussion va porter sur la définition de la qualité de membre du Parti : pour JACQUEMOTTE, est membre celui qui paye sa cotisation ; pour W. VAN OVERSTRAETEN, celui qui en plus est présent aux réunions, dont on contrôle l'activité . Cette question reviendra à chaque congrès .

A la suite des mauvaises communications base-sommet, l'autonomie des fédérations est énorme . C'est ainsi qu'en 1927 par exemple, THONET sera accusé d'avoir recruté à Huy des membres qui ne payaient que leur cotisation. Ce n'est qu'au Congrès que la question fut posée par rapport à ce cas .

La question de la formation des membres du parti était liée à cette discussion . Pour le groupe W. VAN OVERSTRAETEN (ou "Vieux parti"), il était important que les militants puissent "penser par eux-mêmes" .

Au contraire, le groupe JACQUEMOTTE (ou "nouveau parti") pensait que c'était là mettre des entraves à faire du PCB un parti de masse . L'IC accusa le "vieux parti" de sectarisme . Le "vieux parti" accusa JACQUEMOTTE de ne voir que les résultats immédiats .

Ensuite vint le problème de la bolchevisation : l'IC le présenta comme une réorganisation du Parti sur la base d'un système de cellules d'entreprises lié au développement d'une plus grande discipline dans le parti pour en faire un bloc monolithique . Les oppositions à cela ne viendront que vers 1925-26 et n'attaquaient pas le système des cellules, mais bien le fait que de là on voulait faire découler une plus grande homogénéité dans le Parti .

Une première critique fut l'infantilisme dans la hâte mise pour faire exécuter la bolchevisation : ^{en 1924} /au Congrès du PCB on donnait 5 semaines pour la réaliser . Ce n'est qu'en 27 qu'on peut constater que des cellules étaient bâties sur base des entreprises, surtout à Gand, Charleroi et dans le Centre . A première vue, seulement le résultat était positif, puisque le nombre de militants avait augmenté de 25 % en un an . Mais selon HENNAUT, l'application avait été encore trop vite et mécanique, ce qui n'avait pas permis d'obtenir les résultats voulus, notamment le travail destiné aux cellules étaient dans les faits effectué par la section .

En 1927, l'opposition sera très importante au congrès contre la bolchevisation, et surtout à Gand, où les premières cellules avaient été bâties . En général on reprochait d'avoir été trop vite, on voulait rediscuter de l'ensemble du problème .

Cette opposition à la bolchevisation sera en fait le premier conflit important du PCB . Derrière l'opposition à la bolchevisation, il y avait une opposition croissante à la politique de l'IC, ce n'est pas un hasard si ceux qui ont combattu la bolchevisation rejoindront pour la majorité d'entre eux les trotskystes dans la scission de 28 .

B - La question syndicale .

En 1924, le POB pour préserver son influence dans les syndicats faisait voter une résolution connue sous le nom de résolution MERTENS, qui excluait pour les communistes la possibilité de détenir les postes-clefs et menaçait d'exclusion tout communiste qui aurait développé une action politique dans les grèves ou les syndicats (août 1924) .

En 1925, va s'organiser la lutte contre cette motion qui menaçait l'unité syndicale . Ce mouvement va venir des ex-"Amis des Exploités" qui n'avaient pas quitté le POB en 1921 et qui en 24-25 éditaient un journal : "La lutte de classe" . Vu les critiques faites par le journal, ils se feront exclure du POB et deviendront alors une pure tendance syndicaliste .

Ils s'appelleront le "Eenheidsbeweging", et se donnent dans leur programme comme but l'unité syndicale et la lutte contre la résolution Mertens . Le

travail commun entre ce mouvement et les communistes allait être rendu possible du fait que les communistes furent exclus, suite à leur participation aux élections. Cependant ce travail commun allait amener pas mal de problèmes. Quantitativement le mouvement Eenheid était petit : à Bruxelles ils étaient quelques uns avec deux secrétaires de centrales différentes (LIEBARS et CEERTZ), à Liège ils avaient des positions importantes, mais il n'en restait plus rien en 26 et finalement quelques uns à Anvers.

Jacquemotte défendra la ligne disant qu'il fallait utiliser le Eenheid et les autres possibilités pour aboutir à former une opposition syndicale, minoritaire sans doute, mais qui serait dirigée par les communistes et serait nationale.

Pour les autres, la question avant tout était d'arriver à l'unité syndicale.

C - La question russe.

En décembre 24, pour la première fois, des articles paraissent sur les conflits au sein du PC d'URSS, cela était nécessaire vu que la presse bourgeoise et socialiste donnait des informations fantaisistes, par exemple : "De Schelde" : "Trotsky est acheté par l'impérialisme américain".

Dans ces articles, on explique qu'il ne s'agit pas d'un problème neuf, ni d'une opposition entre 2 personnes, mais bien d'un conflit idéologique et politique sur l'avenir de l'URSS.

Cette campagne dans la presse commence peu après la publication par TROTSKY des "Leçons d'Octobre" qui avait mené de violents conflits en URSS et au sujet duquel étaient publiés dans le Drapreau Rouge alternativement des articles de Trotsky et de quelqu'un de la troïka.

De février 1925 à novembre 1927 il n'y a plus rien dans la presse mais les discussions continuent à l'intérieur.

CC du 1^o mars 1925 : motion est déposée par W. VAN OVERSTRAETEN affirmant que Trotsky est la victime, que le trotskysme est une fabrication artificielle de l'IC, qu'il n'existait pas avant 1925.

Cette résolution n'excluait pas que Trotsky puisse s'être trompé, mais affirmait qu'en tout cas cette erreur ne pouvait être aussi énorme que ce qu'affirmait le PC d'URSS.

Cette motion fut adoptée par 19 voix.

JACQUEMOTTE présenta également une motion justifiant la politique du PC d'URSS, elle n'obtint que 3 voix.

La résolution adoptée est assez vague et très prudente, cependant elle nous indique que la Belgique ne suivait pas aveuglément l'IC.

La motion de JACQUEMOTTE était très laconique car ne disposant lui et ses partisans d'aucun poste clef dans le parti, il tentait sans doute de se trouver des appuis.

Les motions arrivèrent bien dans les mains des militants mais pas officiellement car le CC attendait la réponse de l'IC.

La réponse de l'IC n'atteindra jamais le PCB. Ce fait, ajouté à la pénurie dans la documentation disponible explique que la discussion sur ce sujet ne se soit plus développée au CC et dans les autres organismes du PCB jusqu'en novembre 27.

Ceci officiellement, cependant les interviews et les archives VERREECKEN nous indiquent que la discussion a quand même eu lieu de 25 à 27. Ces informations sont partielles mais indiquent clairement que par exemple pour la section N° 3 de Bruxelles, il y eut de nombreuses protestations contre le monolithisme de l'information donné, ne relevant que les points positifs en URSS, contre la déportation de révolutionnaires russes, etc ...

La discussion sera stimulée par Leibars et son journal "Unité" alors qu'il était en dehors du Parti . Cependant il posera une série de questions par le biais de son journal et parviendra à avoir l'aide des communistes bruxellois pour atteindre l'intérieur du parti .

D'autre part, BRACOPS et POTTENBERGHS étaient allés tous deux en URSS et y avaient mené une enquête auprès des membres du PC d'URSS et de l'opposition. JACQUEMOTTE qui voyageait avec eux, va les décrire dans le Drapeau Rouge comme des contre-révolutionnaires . Leur réponse "Une fourberie du Drapeau Rouge" ne sera jamais publiée .

Ceci pour les éléments d'information par rapport à la discussion interne entre 25 et 27 .

Suite aux manifestations qu'ils avaient organisés, Trotsky et Zinoviev sont exclus, ainsi que d'autres oppositionnels .

Cette nouvelle choquera de nombreux membres du PCB . Un jour après que l'on connaisse la nouvelle des exclusions, la section N° 3 de Bruxelles lance un ultimatum : elle a reçu un rapport de TREINT délégué du Comité exécutif de l'IC pour la France, suite à la lecture de celui-ci, elle retire sa confiance aux dirigeants de l'IC et décide durant la prochaine période d'arrêter toute activité publique et mener une enquête sur base de documents parus dans des journaux comme le Bulletin Communiste de SOUVARINE, Révolution prolétarienne de MONATTE et ROSMER, Tribune et Klassenstrijd des Pays Bas. Elle demande des réunions fédérales avec à l'ordre du jour la question des exclusions en URSS .

Il n'y avait pas que cette section . A la réunion du CC du 26-27 novembre, étaient également présentées des protestations émanant de SCHAEERBEEK , Molenbeek et de la fédération de Charleroi . Molenbeek décidait également de stopper toute activité publique .

A la réunion du Bureau Exécutif du 12 octobre 1927, il y avait eu également des réactions : VAN OVERSTRAETEN et HENNAUT y avait déposé deux motions. La première demandant au présidium du Komintern de suspendre les exclusions et de convoquer rapidement un congrès mondial, la 2° demandant de publier dans la presse les documents de l'Opposition . Les 2 résolutions étaient rejetées par égalité de voix, il n'y avait que 4 membres présents .

Réunion du CC du 27 novembre 1927 sur l'Opposition russe .

Les 2 résolutions y sont représentées et passent par 15 voix pour et 3 contre. Il est important de souligner qu'elles ne se pronçaient pas sur le fond vu le manque de documents disponibles . Il y avait bien les journaux d'opposition, mais ils avaient peur qu'en ne se basant que sur ceux-ci, cela ne soit qu'une aide bien venue au Komintern pour pouvoir traiter les belges d'oppositionnels et donc les exclure . Pour eux, il était important de rester dans le cadre de la discipline : c'est ainsi qu'ils ne dirent rien sur les cas d'exclusions à l'étranger dont ils eurent connaissance, que VAN OVERSTRAETEN au nom de l'IC à un congrès jeunes en avril 1927 fera voter une motion soutenant la politique de l'IC .

Le parti attendait les informations officielles .

Elles arrivent en décembre 1927 avec les discours parus dans la Pravda de Trotsky, Zinoviev et Staline . Cependant, il est difficile d'admettre que c'est alors seulement que les positions ont été prises : il faut revenir aux résolutions du 27 novembre .

Avait voté la résolution de VAN OVERSTRAETEN : Lode POCK (Anvers); Frans WORRIENS (Anvers), Joseph DESCAMPS (Verviers), Alexandre DEWAET (Charleroi), Nestor CLOOSTERMANS (Centre), Henri SAUSSEZ et Georges CORDIER (Borinage), Ferdian MINNAERT et Frans VAN DOOREN (Gand), Omer PETIT et BONVOISIN (Liège) War VAN OVERSTRAETEN et Michel LOOTENS et Adhémar HENNAUT (Bruxelles) , Edouard STIERS (jeunes) .

Pour les trois autres membres du CC, Joseph JACQUEMOTTE, Joseph THONET et Marc WILLEMS, on ne pouvait demander la suspension des exclusions sans avoir pris position sur le fond et la résolution était en fait un appui caché à l'opposition .

La majorité du CC veut alors démarrer la publication des documents et d'un rapport qui servirait de base de délimitation pour les fédérations. D'autre part serait ouverte dans le Drapeau Rouge une tribune de discussion ouverte aux deux tendances, des discussions devraient avoir lieu dans toutes les fédérations et cela se clôturerait par une Conférence Nationale . JACQUEMOTTE fait voter une motion le 30 novembre expliquant clairement que la motion du 27 est en fait un appui à l'opposition, que dans ces conditions il n'est plus possible pour lui de se soumettre devant la majorité, mais VAN OVERSTRAETEN dépose une motion rappelant que l'on doit respecter les décisions prises, ce c'est celle-là qui passe .

Le 5 décembre JACQUEMOTTE avertit le BP de l'IC de sa position . L'IC en réponse demandera à JACQUEMOTTE de remettre le PCB sur la bonne voie; pour accomplir cette tâche, JACQUEMOTTE fait appel à Félix COENEN qui auparavant était appelé le trotskyste dans le PCB .

Réunion du CC du 1° et 2 janvier : début de la période de discussion .

A la réunion du CC (très mouvementée) , 2 rapports sont présentés : celui de W. Van Overstraeten et celui de Coenen .

Dans son rapport Van Overstraeten soulignait un problème majeur : le manque de formation politique des partis de l'IC . Pour lui au lieu de mener ces partis dans la voie du centralisme démocratique, l'IC avait imposé des méthodes de centralisme bureaucratique et administratif . Aussi, il fallait maintenant se documenter et ensuite prendre une position critique . SANS QUE L'IC ne chapeaute .

Pour lui, les dirigeants de l'IC se vont écartés du droit chemin dans la question de la révolution chinoise, le comité anglo-russe, les questions nationales, la construction du socialisme dans un seul pays et la lutte contre les koulaks.

Il n'était pas entièrement d'accord avec les méthodes utilisées par l'opposition qu'il qualifiait de fractionnelles mais malgré tout il était d'accord sur le fond .

COENEN dans son rapport ne répondra à aucune des critiques formulées par l'opposition . Mais COENEN reprend que la motion du 27 était un soutien à l'opposition, que l'opposition russe a fait preuve d'un fractionnisme raffiné, qu'elle menace l'unité du PC d'URSS et que ce dernier n'a été que trop clément . Pour ce qui est de la Belgique il affirme : "le PCB est et restera section de l'IC".

Le vote sur les rapport donne 13 voix pour chaque .

On ne sait pas qui vota pour qui, sauf MORRIENS, MINNAERT, BONVOISIN qui avaient voté le 27 pour VAN OVERSTRAETEN et votent ici pour COENEN .

Il est important de souligner qu'en novembre 27 le CC comptait 18 membres et qu'un mois plus tard nous y trouvons 26 membres . En fait ce qui s'est produit c'est qu'entretiens, les travailleurs immigrés, qui au départ étaient indépendants du PCB, en 1928 recevaient le droit de vote, ce qui est une décision qui fut votée aussi par l'opposition . Pour COENEN, il y eut 6 voix des délégués des étrangers . D'autre part il faut souligner que la gauche italienne (bordiguistes) n'avait pas encore de groupe en Belgique, ce qui est important dans la mesure où ils choisirent le camp de l'opposition .

Le rôle de l'internationale en Belgique .

C'est le bureau de l'Europe occidentale qui devait intervenir par rapport aux sections d'Europe Occidentale . Plutôt que des interventions écrites, il mènera des contacts oraux fréquents et étroits .

Pour la Belgique, ce Bureau intervient le 9 octobre 1927, le représentant est Jules HUMBERT DROZ. On a peu d'informations sur l'impact réel du Komintern en Belgique étant donné le nombre de choses qui se sont jouées dans les coulisses .

Suite à une lettre du Comité Exécutif de l'IC aux membres du PCB, la tribune libre qui devait être ouverte après réunion du CC est reportée au 18 janvier 1928 . Cette lettre ne pouvait en aucun cas être publiée, ce qui constituait une violation des décisions du CC qui voulaient faire connaître les points de vue des deux tendances avec les mêmes moyens et ouvertement .

KUUSINEN dans cette lettre posait la question de comment justifier que la Belgique qui était la section active du Komintern était également celle des militants d'accord avec l'opposition . Pour lui cela s'expliquait par 2 raisons : d'une part le peu de contacts étroits entre le PCB et le Komintern; d'autre part le fait que le PCB n'était pas encore un parti de masse révolutionnaire .

Le 29 janvier nouvelle intervention du Komintern à une réunion du Comité Central . L'ordre du jour était la stagnation numérique du Parti qu'on attribuait à l'esprit sectaire de W. Van Overstraeten et au malaise interne. L'internationale cherchait, en plaçant la discussion sur le terrain belge, à évacuer le problème de l'opposition russe et à minimiser l'influence de l'opposition par une critique féroce de l'année écoulée du point de vue de l'activité du Secrétaire général , W.V.O. .

Les critiques portaient sur l'attitude prise dans l'affaire flamande où il n'y eut aucune prise de position, de la question militaire où on ne forma aucun groupe actif et du manque d'intérêt pour le mouvement des paysans .

D'après le représentant du Komintern, ce qui était primordial c'est que les militants comprennent quelles fautes avaient été faites en Belgique mais ne les comprenant pas pour la Chine .

Il expliquai t que War VAN OVERSTRAETEN étant un oppositional avait été un frein pour le développement du parti par son esprit sectaire et son programme abstrait pour un "communisme pur" .

Une deuxième lettre du Komintern (J. HUMBERT DROZ) est publiée dans la presse, le 11 février, elle explique que la discussion en cours sert aux capitalistes et aux sociaux démocrates .

Petit à petit, l'IC va éloigner des fonctions dirigeantes ceux qui avaient choisi le camp de l'opposition .

Discussion ouverte dans la presse communiste : 10 janvier - 3 mars 1928 .

La tribune de discussion occupera dans le Drapeau Rouge (quotidien) 1 page sur 4, dans le Rode Vaan (hebdomadaire) il n'y aura que 5 suppléments consacrés à la question . On parlera de "majorité" pour ceux qui ont choisi le camp de la majorité du PC d'URSS, "d'opposition" pour ceux d'accord avec l'opposition russe .

Au point de vue théorique, cette discussion n'apporte rien de neuf par rapport à la discussion sur les deux rapports (War Van OVERSTRAETEN, COENEN).

La majorité ne répond toujours pas aux arguments de l'opposition, elle fait appel à la discipline : avec le PC d'URSS, avec l'IC, ou avec les ennemis du communisme . Par rapport à la question de la discipline, l'opposition était d'accord sur la nécessité de celle-ci, mais insistait sur le fait que d'une manière ou d'une autre les 2 tendances devaient avoir la possibilité d'exprimer et de défendre leurs positions .

L'opposition reprochait à la majorité l'utilisation des documents qu'elle faisait : commentaires d'extraits de textes en dehors de leur contexte, publication d'écrits de Trotsky antérieurs et actuels publiés et utilisés ensemble, etc ...

Pour le Komintern, il va apparaître que toute critique était trotskyste, or les trotskystes étaient qualifiés de contre-révolutionnaires, de révisionnistes, d'anti-léninistes, de liquidateurs, etc ...

HNNNAUT va révéler l'argumentation non-officielle utilisée par le Komintern : les oppositionnels étaient des défaitistes c'est à dire des gens fatigués de lutter contre le capitalisme, ou bien des gens d'une ambition personnelle énorme, ou bien ceux qui choisissaient des chemins de traverse face à la répression à venir pour ne pas aller en prison dès les premières arrestations . Ces arguments étaient largement utilisés par les gens de la majorité lorsqu'ils allaient visiter les militants qui n'avaient pas encore pris position . La majorité utilisait tous les moyens pour arriver à son but : visites de militants, correspondance personnelle, etc .

Dans la tribune de discussion, certains militants de base comme DOLHAIN vont s'indigner des méthodes utilisées par la majorité tout en reconnaissant qu'ils ne saisissent pas encore le fond du problème, ils s'indignent du ton sectaire et amer de la majorité, des attaques personnelles qu'elle développe, Beaucoup d'entre eux prendront position lors de la déportation de Trotsky .

Le 2 mars, la majorité clôt la discussion dans la presse par un article "Leçons de la discussion", elle avait déjà tenté de le faire au Bureau Politique, mais y avait été minorisée, aussi elle le fait par le biais du comité de rédaction qui est entre ses mains .

Discussion en dehors du PCB .

LIEBARS, GEERTS, BRACOPS seront les principaux non-militants du PCB et qui du dehors stimuleront la discussion à l'intérieur du parti, tisseront des liens avec les oppositionnels, tiendront des meetings avec eux .

En fait l'opposition ne tenait pas tellement à l'aide de gens comme LIEBARS et GEERTZ dans la mesure où ceux-ci en tant que socialistes de gauche tentaient à travers ces liens de recruter pour eux, et d'autre part donnaient de nombreux arguments à la majorité qui soutenait que la discussion sur la question russe servait en fait les sociaux démocrates .

La situation en Belgique par rapport aux autres pays .

En Belgique comme ailleurs, les réactions viendront surtout à partir d'une motion votée par l'IC n° 25 expliquant que le trotskysme c'est de l'anti-léninisme .

En Belgique, à la différence des autres pays, il n'y aura pas d'exclusions . Ceci pour 2 raisons . D'une part parce qu'en Belgique c'est l'opposition qui pouvait tirer à elle l'argument de l'unité puisqu'elle disposait de la majorité à l'intérieur de la section, d'autre part la Belgique n'était pas une section importante pour le Komintern .

Un autre fait unique en Belgique est que la discussion va se clôturer par une Conférence nationale, ce qui n'a eu lieu nulle part ailleurs (Allemagne congrès régionaux, France exclusions sans discussion et un par un des oppositionnels, Chine et Italie exclusion des secrétaires nationaux sans discussion).

Enfin une différence supplémentaire est qu'à la différence de la France et de l'Allemagne où les exclus étaient en majorité des intellectuels, en Belgique ceux-ci sont d'origine ouvrière .

III - LA SCISSION .

A - Le choix des militants de base .

Début mars des assemblées fédérales ont lieu où les militants de base sont appelés à se prononcer sur les deux rapports (War VAN OVERSTRAETEN ou COENEN) et à élire des délégués pour la Conférence Nationale. Le résultat général : 34 mandats pour l'opposition, 74 pour la majorité. En Flandres, l'opposition a la majorité, en Wallonie 15 pour l'opposition et 44 pour la majorité, à Bruxelles 7 pour l'opposition, 20 pour la majorité.

D'après l'opposition, la majorité a truqué le vote. Cela par 3 moyens : le droit de vote donné aux étrangers, l'information à sens unique donné aux jeunes, l'affluence soudaine et artificielle de nouveaux membres.

En ce qui concerne le droit de vote pour les étrangers, l'opposition reprochait de ne pas avoir traduit les documents de l'opposition et donc de ne pas leur avoir permis de suivre la discussion. Le problème est qu'on ne peut savoir combien d'étrangers il y avait et donc mesurer l'influence de ce facteur.

Les jeunes étaient entièrement sous l'influence de DE BOECK qui avaient donné une série de meetings sans jamais de contradicteurs pour l'opposition. Cependant il faut souligner que l'opposition s'est rendue compte elle-même qu'elle avait égligé le poids que pourraient avoir les jeunes, c'est ainsi qu'il n'y aura aucune contre-résolution à un congrès des jeunes (date?) et la résolution de DE BOECK, contre le trotskysme, votée le 5 février au CC des JC restera donc la position des jeunes. Pour donner une idée du poids des jeunes, il faut savoir que dans la fédération de Bruxelles sur 270 qui ont droit de vote, 71 sont des jeunes.

Un troisième facteur fut le recrutement rapide de nouveaux membres par la majorité, deux exemples : à Bruxelles les membres passent de 160 à 270 juste avant le Congrès, dans le Borinage le nombre de membres double.

Dans certaines sections, l'influence d'une personne fut importante dans le choix des militants sans pour cela qu'on puisse exagérer l'importance de ce facteur. Des exemples : Fédération de Huy majorité absolue pour la majorité. Or c'est THONET (majorité) qui est la figure centrale. Ath-Tournai-Quevaucamps est unanime pour l'opposition nous y trouvons comme personnalités Léon LAURENT et Lucien CANON (opposition), à Fléron, LEISTREPT démissionnaire, le reste de la section suit, à Menen la plus importante section de Flandres (qui a donné globalement 2 mandats pour l'opposition et 1 pour la majorité) la figure centrale est Pierre VAN LANDEGHEM pour l'opposition, dans le Centre où la majorité des mandats est pour l'opposition, c'est CLOOSTERMANS (opposition) qui est la figure centrale, etc ...

Un autre facteur fut que le vote pour la majorité signifiait pour certains avant tout un vote pour l'unité. En effet, les sources montrent nombre de militants devant le dilemme suivant : d'une part rationnellement ils étaient pour l'opposition, mais d'un autre côté ils ne pouvaient se résoudre à quitter ainsi le parti qu'ils avaient contribué à édifier. Or l'IC ne laissait pas de solution à mi-chemin : le 15/2/28 le Bureau Exécutif avait voté une motion établissant clairement que l'appartenance ou même la sympathie pour l'opposition était incompatible avec la qualité de membre de l'IC. Certains choisiront la majorité car pour eux bien qu'il y ait eu des fautes commises par l'IC, celles-ci ne valaient pas pour autant une scission. La majorité va tirer profit de ces hésitations en argumentant qu'il est du devoir des militants qui ont participé à la fondation du PCB de rester avec la majorité car sinon c'est l'ensemble du PCB qui serait menacé de dispersion.

Un dernier facteur est la survivance à l'intérieur du PCB des deux "partis" qui avaient fusionné pour former l'actuel PCB : on observe en effet que la majorité des membres du "vieux" parti (War VAN OVERSTRAETEN) choisiront le camp de l'opposition sans que pour autant ça ait été une règle absolue.

Cette Conférence clôt la discussion mais n'apporte rien de neuf à ce niveau.

Délégués pour la majorité : 74 dont : Felix FARGES, Emile WACKENIER, DEJONGH, Felix COENEN, Joseph JACQUEMOTTE, Henri GLINEUR, DEBRUYN, W. MAESSCHAÏK, Jean TAILLARD, MAIRLOT, Herni DE BOECK et Geroges VAN DEBOOM .

Pour l'opposition, en dehors de 12 membres du CC, il y a eu 34 délégués dont: Hubert AERTS, PEAUDOUX, B.E. BERTRAND, Ernest BEOGARTS, Guillaume BOURGEOIS, P. BRAEM, Lucien CANON, Nestor CLOOSTERMAN, Jules DAVENNE, DELAERE, Joseph DESCHAMPS, Hubert DETISTE, E. DUFOING, Alexandre DE WAET, Frederic DE WEEDT, G. DE WOLF, J. FRENAY, Martin GERARD, Adhémar HENNAUT, Zéphir HENNEAUX, Fernand HUET, M. LEFEBVRE, LEGRAND, Léon LESOIL, Michel LOOTENS, Marcel MATHIEU, Gaston MATHIJS, René MASSART, Jozef MUUSCKE, Gaston PASTEEL, Omer PETIT, PICK, C. PLISNIER, POELS, Lodewijk POLK, Lucien RENE RY, Henri SAUSSEZ, Jef SCOOLES, Léo SMETS, Paul SOTTIAUX, Alphonse TRIFELET, Louis VANDEHEUVEL, Frans VAN DOOREN, VAN HOEGAERDEN, Jan VAN MELBEKE, War VAN OVERSTRAETEN, VERFAILLE, VITTORIO (plus que le chiffre donné !)

Au cours de cette Conférence une commission fut mise en place dont le rôle était de poser une série de 11 questions individuellement aux membres de l'opposition . Ces questions rappelaient que ce que proposait l'opposition était un suicide politique, exigeait l'engagement de se battre contre l'opposition . Les membres de l'opposition présents au Congrès se réunirent et firent part d'une déclaration affirmant qu'ils ne se présenteraient pas devant cette commission . Pour la majorité le but poursuivi était d'arriver à ce que certains membres de l'opposition s'accusent eux-mêmes de menchévisme et d'être des contre-révolutionnaires .

Malgré cette déclaration où l'opposition affirmait qu'elle ne se soumettrait pas à la discipline, aucun de ses membres ne fut exclu sur le champ . La majorité cherchait à exclure l'opposition de façon qu'aux yeux des militants elle l'ait été , non pour ses idées, mais pour ne pas avoir respecté des décisions fédérales ou centrales .

Trois jours après le Congrès, W. VAN OVERSTRAETEN est exclu pour ne pas avoir remis son mandat de député, le jour suivant ce sont HENNAUT, DUMORTIER et VEREECKEN pour avoir pris une partie du matériel du PCB (ce fait avait été révélé au Congrès, l'ensemble de l'opposition n'était pas d'accord avec cela, la majorité en avait tiré argument en expliquant que déjà l'opposition voulait faire son propre chemin et s'y préparait).

IV - LES SUITES DE LA SCISSION APRES LA CONFERENCE DE 1928.

A - Du point de vue du PCB .

1. Par rapport à l'opposition .

D'après des lettres entre D^r BOECK et J. HUMBERT-DROZ, le PCB connaît une situation difficile .

La plus importante des difficultés était qu'ils ne savaient comment réagir : en premier lieu l'IC avait prédit que l'opposition tomberait dans la passivité, or le jour même des 3 exclusions, War VAN OVERSTRAETEN tient un meeting : en deuxième lieu l'IC avait prédit que les oppositionnels reviendraient, or aucun n'était venu aux réunions fédérales qui avait suivi le Congrès . Enfin, l'opposition avait décidé d'en laisser quelques uns à l'intérieur du PCB pour continuer à y travailler, cette tactique n'avait pas été prévue par l'IC et le PCB ne devait exclure aucun militant de base même s'il faisait ouvertement et à l'intérieur du PCB de la propagande pour l'opposition .

2. Sur le terrain organisationnel .

L'opposition était partie avec la plupart des cadres du PCB, c'est ainsi que

celui-ci devait en reformer depuis les membres des différentes commissions jusqu'aux responsables de cellules, et ce notamment à Charleroi mais aussi dans le Centre, Anvers, Gand et Menen .

D'autre part au niveau du journal, on ne trouvait que peu de membres capables de rédiger dans le PCB . De plus, la ligne politique à suivre est obscure : DE BOECK écrit à l'IC que le PCE travaille sans plan déterminé, qu'il faut absolument un soutien renforcé de l'IC notamment sous formes d'articles pour le journal .

Dans de nombreuses lettres de DE BOECK et du Bureau Politique à l'IC, l'opposition est présentée comme un danger potentiel pour un PCB complètement désorganisé .

3. Les suites à terme .

Un an après les difficultés ne sont toujours pas surmontées : au Congrès de 29 il est toujours question de ces difficultés, en 1929 le Drapeau Rouge devient hebdomadaire, au Congrès suivant la perte de militants due à la scission n'est toujours pas compensée par le recrutement . Les chiffres sont éloquents :

En 1926 : 1048 membres, en 1932 : 1175 membres .

Par fédération :	1926	1932
Anvers	80	30
Charleroi	142	111
Namur	50	5
Centre	93	89

Et cela en sachant que durant toute cette période le PCB n'a pas arrêté de faire des campagnes de masse pour recruter .

En 1932, la grève de juillet et août regonflera les effectifs: de 1175 le nombre de militants passe en octobre à 2955 et en décembre à 3241 .

B - L'Opposition, juste après la scission .

Après la Conférence la scission est un fait, immédiatement les 46 présents à la Conférence et qui ont choisi l'opposition font un texte où ils appellent à utiliser tous les moyens dans cette lutte politique . Ensuite est lancé un manifeste, puis un comité est construit à Bruxelles , enfin un journal est lancé dans les deux langues .

L'opposition est divisée sur la question de construire ou non une nouvelle organisation, il faut se souvenir que ce n'est qu'après 1929, que TROTSKY comprendra que les exclusions sont définitives. La question de rentrer dans le PCB trouvait certains partisans mais tous s'accordaient à dire que ce ne serait le cas que si l'opposition faisait une série de concessions . La majorité ne voulant rien entendre, cela ne semblait pas très réaliste . Une autre possibilité était de construire une fraction, ce qui ouvrirait des possibilités de travailler avec des majoritaires puisque dans certaines sections l'opposition avait la majorité . En 1931 aura lieu une scission dans l'opposition belge sur cette question .

Dans l'immédiat, internationalement l'opposition était sur la ligne du redressement de la IIIème Internationale .

La construction de l'organisation .

Nationalement .

Le 18 mars , 6 jours après les exclusions, a lieu une conférence nationale de l'opposition, un accord se dégage pour construire un groupe d'opposition, y sont élus une commission nationale et un exécutif . Le secrétariat est formé de War VAN OVERSTRAETEN, secrétaire politique; Adhémar HENNAUT, Secrétaire administratif, et Louis VAN DEN HEUVEL .

La structure était la même que celle du PCB en dehors du système des cellules: l'organe suprême était le congrès national qui élisait un Comité central qui prenait des décisions entre 2 congrès, pour exécuter les décisions, il y avait un Bureau exécutif .

Pour prendre les décisions entre 2 réunions du Comité Central celui-ci choisissait un Bureau Politique au sein duquel était choisi un secrétaire . Les militants étaient repartis par fédérations puis par sections, chaque fédération avait un comité fédéral avec 1 secrétaire et 1 trésorier . Enfin il existait des commissions nationales ou régionales bâties plus directement sur des questions organisationnelles et syndicales . Enfin, il y avait le Comité de rédaction .

Le nom choisi fut : Parti Communiste (Opposition) ou groupe d'opposition au PCB .

Au niveau des cadres de l'organisation, il n'y avait pas de problèmes, mais financièrement les problèmes se posaient: à la Conférence d'Anvers ils avaient 1060 F en caisse . On ne connaît pas les cotisations payées, mais on peut se faire une idée avec les cotisations du PCB ; elle ne devait pas beaucoup diverger.

Par fédérations .

Comment ont débuté leurs activités ?

On a des renseignements limités . Ils ne viennent que de la presse .

LA FEDEPATION DE BRUXELLES concentrait les tâches internes . La première réunion a lieu avant le 21 mars, par la suite les réunions sont hebdomadaires . Le 1° meeting a lieu le 21 mars , 502 tickets d'entrée sont vendus . La fédé compte 61 inscrits, seulement 6 membres du PCB qui avaient choisi l'opposition ne rejoindront jamais l'opposition à Bruxelles . Sur ces 61, un seul regagnera le PCB .

LA FEDERATION DE GAND est très active . Le 20 mars le comité fédéral est mis sur pied, les réunions de la Fédération sont hebdomadaires. Elle compte 50 membres, elle organise un groupe de jeunes et un groupe de femmes . Font une série de meetings dans les quartiers(plus d'un par semaine) puis un meeting central fin mars .

LA FEDERATION DE CHARLEROI est une des plus importantes de l'opposition . Le comité fédéral et les sections de Châtelaineau, Gilly, Ransart, Marchienne, Auvelais et Montignies sur Sambre se réunissent hebdomadairement . Elle compte 55 membres actifs, pour la majorité des mineurs, et cela sans compter Jumet et Basse-Sambre . Le 1° meeting, le 8 avril, rassemble de 400 à 450 présents. Des meetings dans les rues de Charleroi sont réguliers . La fédération vend 850 numéros au plus haut du journal francophone et entre 60 et 75 numéros du journal en flamand .

LA FEDERATION DE LIEGE tient un premier meeting début avril. Les premières traces de réunions se trouvent dans les sources pour les réunions du 8 avril des sections d'Ougrée, Seraing, Section A, cellule de St Gilles qui tiennent des réunions hebdomadaires .

LA FEDERATION DU CENTRE a un comité fédéral qui avant juin tient déjà des réunions hebdomadaires . Le premier meeting se tient en mai . Cette fédération dans le PCB avait rencontré de nombreux problèmes, dans un bulletin intérieur on dit qu'elle commence à les surmonter sans préciser la nature de ces difficultés .

Sur la FEDERATION DE VERVIERS on n'a que peu de renseignements, de même que sur celle du BORINAGE et celle d'ATH-TOURNAI .

Sur le groupe à ANVERS on a peu d'information car une grève débute dans le port d'Anvers le 7 mars, il devait y avoir une soixantaine de membres .

LA FEDERATION DE LA FLANDRES DU SUD n'appartenait ni au PCB ni à l'opposition . Comme seul contact l'opposition envoie une lettre à Pierre VAN LANDEGHEM lui demandant combien la fédé veut de numéros du "Communiste" pour vendre . Finalement P. VAN LANDEGHEM retournera au PCB, le reste ne le suit pas mais il est peu probable qu'ils aient pour autant rejoint l'opposition .

A HUY WAREMME, dans le LIMBOURG et à BRUGES il n'y a que quelques militants isolés . A Bruges , un groupe se construit en 1929 .

Quels sujets étaient-ils débattus dans les réunions ?

A BRUXELLES, à part dans la première réunion où on discuta de la déclaration des 46, le reste des réunions était consacré à des questions techniques ou administratives (lancement du journal, structure interne de la fédé, vente du journal ...) avec parfois quelques discussions sur le travail dans les syndicats .

C'est la seule fédération où on a des renseignements suffisamment précis .

Trois tâches principales .

LA FORMATION THEORIQUE était considérée comme très importante avec en même temps une critique serrée de leur intervention dans le PCB qui fit l'objet d'au moins deux réunions fédérales .

LE JOURNAL était également très important tant au niveau d'améliorer le contenu que du point de vue d'étendre sa diffusion . Au niveau du contenu plusieurs réactions de travailleurs publiées se plaignent que le journal ne parle pas suffisamment de la vie locale et est un peu trop doctrinaire . Pour la rédaction la question est que les travailleurs en fassent leur journal ce qui se passera à Charleroi . Au niveau de la diffusion : 3000 exemplaires du journal sont vendus dont 600 à Charleroi, 200 dans le Centre; 500 à Liège, 1000 à Bruxelles, 300 dans le Borinage, et 70 à Verviers. Mais la vente fluctuait beaucoup . Le 1^{er} mai 1000 exemplaires de plus vendus à Charleroi, la vente double à Verviers, Le Centre, Liège et Bruxelles. Charleroi se stabilisera à 850 numéros . Le nombre d'abonnements au niveau national reste très bas, en avril, il y en a 90 et début juin 400 . La vente s'effectuait surtout dans les quartiers, collectivement, dans les meetings et manifestations, mais aussi dans les kiosques et à domicile ce qui semblait marcher très bien .

LE TRAVAIL SYNDICAL était le plus gros de l'activité de l'opposition . Elle considérait ce travail comme un baromètre de son influence et dans la pratique c' est sur le terrain qu'elle va s'affronter aux membres du PCB . D'après l'opposition elle avait gardé des positions dans les principaux syndicats et dans les grandes entreprises, pour la majorité, l'opposition avec la scission avait perdu toutes ses positions .

A BRUXELLES, l'opposition est minoraire par rapport au PCB (60 opposants , 200 PCB) cependant sur 18 syndicats où travaillait le PCB, elle garde des positions au départ dans 12 d'entre eux . A partir de 29 son influence diminue ou disparaît dans les syndicats bruxellois sauf dans les chauffeurs de taxi (VE RECKEN).

Pour Anvers, on sait qu'il y a au moins deux syndicats où l'opposition a gardé des positions . A Verviers on sait qu'une activité syndicale importante était déployée sans doute chez les tisserands et les blanchisseurs . Dans le Centre l'opposition était fortement implantée à la fabrique "Boulonnerie de Mariemont" et à Gand chez les dockers .

L'orientation générale était celle des 4 premiers congrès de l'IC . Le problème rencontré sera de répondre à la nouvelle orientation des membres

de l'IC concernant les syndicats : le Rode Vakbewegings Internationale, c'est à dire la volonté suite aux exclusions des syndicats réformistes de construire des syndicats dirigés par les communistes . Le 6° congrès de l'OCI avait en effet défini qu'on assistait à une radicalisation des masses et que donc il fallait rompre les fronts unitaires avec les sociaux-démocrates ce qui se traduisit en premier lieu par la rupture du comité anglo-russe . Les communistes devaient dans chaque grève agiter des mots d'ordre révolutionnaires, regrouper les travailleurs dans et hors des syndicats dans une "fédération syndicale Rouge".

L'opposition n'avait pas de réponse toute prête à cette question . Aussi, en attendant, chacun de ses militants intervenait à son appréciation avec éventuellement une discussion au départ dans sa fédération .

Travail avec d'autres organisations .

LA FEDERATION DES COMBATTANTS DU FRONT ROUGE était une organisation dont le but était de regrouper tous les travailleurs, indépendamment de leur appartenance politique (sauf fasciste), pour défendre toutes les organisations ouvrières contre la montée du fascisme . L'opposition y participait .

L'UNION DES EXCLUS réunissait tous les exclus des syndicats pour raisons politiques . C'était là une initiative du PCB, l'opposition y participait à Gand et dans le Centre .

COMITE DE DEFENSE DE JEAN VAN EXTERGEM . Il s'agissait de défendre ce militant en prison ; y participaient le PCB, l'opposition, l'Action socialiste , le SRI et des flamands indépendants .

LE SRI (Secours Rouge International) et l'IAH (International Arbeidshulp) étaient deux organisations construites par la III° Internationale dont l'opposition faisait encore partie . L'opposition avait avec elle les cadres du SRI : L. GUYOMARD en était le secrétaire national C. PLISNIER délégué international, Jef DE MAYER secrétaire pour la Flandre et Louis LEBRUN secrétaire régional de Charleroi . L'opposition va y proposer une campagne en faveur des déportés russes . Les membres du PCB y sont battus sur cette questions, du coup leurs militants arrêtent de verser leur soutien . De nouvelles élections y ont lieu, la majorité l'emporte, sans doute en truquant le vote . L'opposition retire ses militants en 1929 et bâtit sa propre organisation de secours contre la répression .

V - L'OPPOSITION DE JUILLET 1928 A 1931 .

A - Discussion de la position de l'opposition par rapport à la III° Internationale .

C'est une discussion parmi les plus importantes . Elle s'ouvre par le vote d'une motion le 27 juillet 1928 à la commission nationale . Introduite par War VAN OVERSTRAETEN, et votée à l'unanimité moins un contre . Cette résolution affirme qu'il faut remplacer les dirigeants du PC d'URSS par une direction révolutionnaire-marxiste, car STALINE et sa bureaucratie mènent une politique opportuniste . D'après cette résolution, il était urgent que l'opposition se dote d'un programme

pour répondre aux résolutions du 6° Congrès de l'IC . C'était la première tâche que de munir ainsi l'opposition d'une solide base théorique pour lutter contre la direction du PC d'URSS . La commission nationale donnait mandat à l'Exécutif pour préparer un programme dans les 2 mois . La discussion sur cette base se déroulerait durant 2 mois et puis le tout serait clôturé par une conférence nationale . Les problèmes internes empêcheront la réalisation de cela .

Jean GORREN va réagir sous forme d'une résolution qui sera adoptée par l'ensemble de la fédération de Bruxelles . Il reproche avant tout à la résolution de la CN de faire une critique morale et très peu politique. Dans sa résolution il analyse le problème plus à fond : NEP, relative stabilisation du capitalisme, l'encerclement par des états capitalistes la nécessité d'exproprier l'ensemble du capitalisme, de voir la révolution s'étendre dans d'autres pays, etc ...

La discussion à Bruxelles se prolonge durant 5 semaines . Les conséquences néfastes seront que plusieurs militants dégoûtés de discuter sans cesse quitteront: à la place de 50 militants, il n'y aura que tout au plus une vingtaine de militants à Bruxelles .

B - Le travail dans les syndicats .

L'opposition se basait donc sur les 4 premiers congrès de l'IC. Ses divergences avec les membres du PCB ne vont qu'aller en s'accroissant ; cf la nouvelle orientation .

Les tâches qu'elle s'y fixait était de soutenir et d'encourager les luttes des travailleurs quotidiennes notamment pour des hausses de salaire . En deuxième lieu, aider à la constitution de comités d'usine ou d'action dont la tâche était de stimuler l'action à l'intérieur des syndicats . En troisième lieu la lutte pour obtenir des postes dirigeants dans les syndicats . Enfin, la lutte contre les exclusions syndicales .

Avant de voir son influence dans les différents syndicats, il faut bien se rappeler que l'opposition était un petit groupe et que donc l'influence dont on parle est toute relative .

Le syndicat des employés à Bruxelles .

Au départ l'opposition y avait une influence importante . Mais, suite à une grève en 1928 qui échoua, les militants syndicaux étant fort découragés, l'influence de l'opposition diminua . Malgré tout il est intéressant de parler de ce syndicat dans la mesure où l'opposition dut y faire face à des exclusions .

Le 3 avril 1928, Louis VAN DEN HEUVEL (opposition) et JACQUEMOTTE sont exclus pour des raisons politiques .

La majorité de la fédération, par 283 voix contre 96, rejetait les exclusions, mais était de ce fait aussi menacée d'exclusion . Pour le PCB, le plus important était d'attaquer l'attitude d'intimidation du POB . Pour l'opposition, vu la situation actuelle, - faiblesse de la section Bruxelloise, présence dans celle-ci de 400 membres du POB - cela nécessiterait de construire une nouvelle section, mais dans l'état actuel des choses, on ne pouvait ouvrir la scission et VAN DEN HEUVEL et JACQUEMOTTE devaient être sacrifiés à l'unité . C'est ainsi que début septembre VAN DEN HEUVEL et d'autres membres de l'opposition déposaient une motion pour l'unité . LE POB reviendra en arrière sur les exclusions .

Le port d'Anvers .

On disait souvent que les deux piliers des trotskystes belges étaient le port d'Anvers et les mineurs de Charleroi . En ce qui concerne le port d'Anvers, l'influence y sera maintenue jusqu'en 1950.

Dans la grève de 1928, ils vont comme ailleurs stimuler la lutte par la création d'un comité, cependant à Anvers il subsiste après la grève sous le "Comité d'action". Ce comité est dirigé par des membres de l'opposition, ce comité était ouvert à tous les travailleurs qui voulaient que le syndicat devienne réellement un instrument de lutte. On y retrouvait les membres de "Socialistische Strijd" (Action socialiste ?).

Le PCB, après y avoir participé, s'en retire en 1930 pour créer un autre comité qui ne regroupera qu'une faible minorité des travailleurs ayant participé au comité d'action .

Les mineurs de Charleroi .

L'instrument de l'implantation des trotskystes chez les mineurs de Charleroi était "Les chevaliers du travail".

Avant la première guerre mondiale, il existait de nombreux groupes appelés "chevaliers du travail", mais il semble que leur seul point commun était leur nom. Les Chevaliers du travail du 19^e siècle étaient nés à la suite d'une grève de verriers en 1884 . Par la suite , ils groupèrent tant des verriers que des mineurs et des métallos . Des contacts étaient établis avec les USA et la Grande Bretagne . Ce groupe continuera à exister au XX^e siècle sous le nom de Jean CALLEWAERT .

Les chevaliers du travail qui nous intéressent sont construits après la guerre, suite au mécontentement face à la politique des réformistes et les exclusions des communistes . Il s'agissait d'un syndicat indépendant, groupant essentiellement des mineurs, sauf à Liège où LAHAUT dirigeait la section et où il groupait également des métallurgistes . Il ne s'agissait pas d'un syndicat révolutionnaire, il groupait des travailleurs dégoûtés de tous les partis politiques mais n'offrait pas d'alternative au niveau politique .

En 1927, on sait qu'il y avait 3.784 membres dont 2.168 à Seraing, 9 à Pâturages, et 19 à Ghlin . Les communistes y détenaient les postes clefs . Après un premier congrès en 1927, qui ne donna qu'un avis quand au but des Chevaliers, un deuxième congrès eut lieu en 1928 avec comme tâche tâche d'adopter des statuts définitifs .

Autour des statuts se développa la discussion sur le rôle que devait se fixer les chevaliers . Trois tendances se dégagèrent : une première pour qui le seul but devait être de se battre pour la réintégration des exclus des autres syndicats, une deuxième pour qui les chevaliers ne devaient pas uniquement regrouper des mineurs mais également les métallurgistes (LAHAUT) et une dernière pour qui les Chevaliers devaient tenter de regrouper l'ensemble des travailleurs et devenir une réelle organisation syndicale .

Ce fut finalement la tendance pour que les chevaliers ne se battent que pour la réintégration et ne regroupent que des mineurs qui l'a emporté .

Après la scission dans le PCB, l'opposition ne va plus aux réunions des chevaliers de mars 28 à novembre 28 . Lorsqu'ils reviennent, ils constatent qu'il n'est plus possible de travailler avec des gens comme LAHAUT qui veulent faire des Chevaliers un syndicat inféodé au PCB . Aussi la fédération de Charleroi se retire, elle gardera le nom de

Chevaliers du travail; tandis que le reste, resté avec LAHAUT, prendra le nom de Centrale révolutionnaire des mineurs, qui tentera de bâtir une section à Charleroi .

La Fédération de Charleroi comptera en 1932 2.500 membres et regroupait : les Ralliés de Marchienne-Docherie ; la Vigilance de Dampremy, la Rénovation de Jumet, les Ralliés de Roux-Aiseliés . L'influence de l'opposition y était totale, sauf à Jumet .

C - Les élections .

Les élections -BORMS .

Il s'agit d'élections le 9 décembre 1928 où BORMS était candidat pour le "Frontpartij" . Dans ces élections le PCB commence par proposer un candidat qui n'était pas membre du PCB, puis lorsque la candidature de BORMS est connue - il était à ce moment trop tard pour retirer les listes - le PCB appelle à voter pour BORMS . L'opposition quant à elle y propose un candidat, A. HENNAUT, sur la base d'un programme appelant à lutter contre le capitalisme, avec en premier lieu le soutien à l'amélioration immédiate du niveau de vie . C'est dans ce programme que pour la première fois, l'opposition s'appelle trotskyste . Le PCB malgré l'appel à voter Borms obtient quand même 2615 voix , l'opposition 3.805 voix .

Les élections au Parlement en mai 1929 .

Avant même ces élections, en octobre 28, la fédération de Bruxelles demande de lancer la discussion sur la participation ou non aux élections. Quant à elle, elle est partisane de la participation . Cette question n'était pas simple, dans la mesure où elle soulevait la question de la place de l'opposition par rapport à l'IC : officiellement l'opposition demandait sa réintégration à l'IC, mais tous n'étaient pas d'accord .

D'une part, il y avait ceux avec qui PLISNIER étaient d'accord avec le point de vue officiel : l'IC peut encore être redressée, elle n'a pas encore trahi définitivement ; de toutes façons, ils considéraient que c'était Trotsky et l'opposition russe qui étaient les mieux à même de juger .

Ensuite, il y avait ceux qui pensaient que cette discussion n'était pas opportune dans la mesure où l'opposition belge formait déjà dans les faits un deuxième parti, vu ses fédérations construites et centralisées, sa presse et toutes ses publications .

Pour un troisième groupe, il fallait décider de construire un nouveau parti, dans la mesure où l'IC avait trahi lorsqu'elle avait déporté des révolutionnaires russes .

Un quatrième groupe avec VEREECKEN, soutenait un point de vue extrême : il fallait dès maintenant construire une nouvelle internationale : la IVème Internationale .

Précisons que les partisans d'un deuxième parti étaient d'accord avec le point de vue officiel, mais seulement pour les autres pays ; ils considéraient qu'en Belgique la situation était différente au point de nécessiter dans ce seul pays la construction d'un nouveau parti .

Au cours de cette discussion, PLISNIER écrit un texte s'opposant à la participation aux élections. D'une part, car il y avait des tâches prioritaires à remplir : homogénéisation de l'opposition en Belgique, la question d'un Programme, celle de quel type d'organisation il fallait bâtir, etc ... D'autre part, si l'opposition participait aux élections elle apparaîtrait comme un parti concurrent, or elle devait justement apparaître comme un pôle de regroupement pour les travailleurs cherchant un "esprit" révolutionnaire .

Les partisans de la participation développaient surtout l'argument qu'appeler à voter pour le PCB serait lui insuffler une nouvelle vie .

Pour les partisans de l'abstention, aucun texte n'a pu être trouvé .

Le Comité Central se prononce finalement pour la participation dans 5 arrondissements et l'abstention ailleurs par 13 voix contre 2 . Des listes sont déposées à Anvers, Gand, Bruxelles, Charleroi et Liège .

Le résultat fut à Charleroi 2.951 voix pour l'opposition et 5.140 pour le PCB, mais il n'y a quasiment pas de différence entre les deux à Charleroi ville et à Châtelet . Pour Lesoil, le résultat est décevant, il comptait sur trois fois plus de voix pour l'opposition. Pour lui les raisons sont en premier lieu la répercussion de la scission dans le PCB qui n'a pas été comorise par tous les travailleurs . Ensuite l'influence du PCB qui est restée grande grâce à ses moyens financiers, ce qui lui permet une propagande énorme . Enfin la peur du travailleur de perdre sa voix en votant pour de petites listes .

A Bruxelles l'opposition récolte 502 voix, le PCB 10.437 . A

A Gent - Eeklo l'opposition a 1.347 voix et le PCB 2.788, avec le fait que dans les cantons de Deinze, Eeklo, Waarschot et Zomergem, l'opposition et le PCB ont les mêmes résultats et qu'à Nevele l'opposition obtient 10 voix de plus que le PCB .

A Anvers, l'opposition obtient 1.047 voix, le PCB et "Socialistische Strijd" 2000 voix ensemble .

D - La scission.

Le cercle Marx-Engels.

Début 1930, une scission s'opère à Bruxelles . D'après Hennaut personne ne sait pourquoi une partie des membres décide de quitter ainsi . Ceux qui quittent fondent le "cercle Marx-Engels" dont le but est d'approfondir la connaissance du marxisme, d'être un cercle d'étude . On ne sait pas combien en font partie, si ce n'est que des intellectuels comme HIOCO, Jef DE MEUR, et VERECKEN - pour un court moment - en font partie .

Conflit à propos du trans-sibérien .

En été 29 un conflit éclate entre la Chine et l'URSS à propos du transsibérien : du temps des tsars il était convenu que c'était l'URSS qui devait le construire, mais Tchang Kai Chek va interdire l'exploitation . Les russes s'en moqueront et tenteront de le continuer .

En France, LOUZON (Révolution prolétarienne), "Contre le courant", et des oppositionnels allemands désapprouvent l'attitude de l'URSS et la qualifie d'impérialiste . Trotsky s'oppose à cette attitude en rappelant que l'impérialisme est un stade déterminé du capitalisme .

La majorité de l'opposition belge avec War VAN OVEPSTRAETEN va prendre la même position que LOUZON, Charleroi avec LESOIL au contraire rejoint le point de vue de TROTSKY . Ces divergences vont amener Charleroi à refuser de vendre "Le communiste" où était soutenu le point de vue de LOUZON ce qui est une catastrophe financière pour l'opposition belge . Jusqu'alors elle arrivait à se tenir financièrement la tête hors de l'eau, or Charleroi assurait la vente de 800 numéros sur une vente totale de 1700 numéros .

TROTSKY et le secrétariat international vont suivre avec énormément d'attention le déroulement de la discussion en Belgique dans la mesure où la Belgique, en dehors de l'URSS, est le seul groupe à base prolétarienne . Obin MILL sera envoyé en Belgique . On ne découvrira que plus tard qu'il s'agissait d'un agent du GEPEOU . Sur la base d'un rapport d'Obin MILL, Trotsky juge en juin 1930 que la scission est nécessaire en Belgique .

En 1931, les deux tendances ayant pris connaissance de ce rapport affirmeront toutes les deux qu'il était mensonger, qu'il dissimulait certains faits .

En juillet 29, le comité central belge décide d'ouvrir une tribune de discussion dans la presse sur l'orientation de l'opposition internationale. La question qui va immédiatement venir est celle de l'attitude par rapport à l'IC . Pour TROTSKY cette question était d'une importance extrême : pour lui la sélection devait s'opérer à ce sujet, ceux qui n'étaient pas convaincus du redressement possible de l'IC, n'avaient plus leur place dans les rangs de l'opposition . Dans cette discussion, Charleroi va essayer de gagner l'ensemble du parti à ce point de vue, mais finalement Charleroi quitte l'opposition belge en octobre 1930 au moment où le CC veut faire un bilan de la discussion et établir une commission pour rédiger une plate forme politique . Cette décision de quitter est prise par TROTSKY sur base du rapport d'Obin MILL . Après cette scission, Charleroi ne compte plus que 35 militants .

E - Trois ans d'existence de l'opposition : diminution constante des militants .

D'après Charleroi, la cause de cette diminution des membres est surtout la direction de l'opposition belge et surtout War VAN OVERSTRAETEN . Pour le C.C de l'opposition Belge, elle est due au malaise régnant en général dans le mouvement ouvrier . faire

En fait , il semble qu'il faille/intervenir d'autres facteurs . L'opposition s'était bâtie au départ comme groupe d'opposition d'un petit parti, la scission avait entraîné une certaine démoralisation. D'autre part l'opposition ne s'est pas bâtie sur la base d'une vague révolutionnaire ou d'une grande grève mais bien dans une phase de déclin et sur la base de la décomposition du PCB .

Les militants eux-mêmes se sont plaints à de nombreuses reprises du rythme des réunions, de l'investissement trop énorme au niveau du journal et du poids du trou financier . En effet, des indications dans les sources font état d'un déficit chronique du journal de l'ordre de 200 F par numéro . Il semble que nombre de militants préféreraient plutôt que de fournir un effort pour tenter de vendre le tout, de distribuer une partie des numéros gratuitement . Un exemple connu est Anvers où sur 300 numéros pris, 100 sont vendus et 200 distribués gratuitement . Les numéros distribués gratuitement étant alors payés par les militants de la fédération à la caisse du journal.

Il semble que l'opposition en Belgique a perdu trois sortes de membres : en premier lieu ceux qui étaient découragés par la scission de 1928, ensuite ceux qui trouvaient que militer était un poids trop lourd à porter, enfin ceux qui n'étaient plus intéressés par les débats théoriques (par exemple des intellectuels se lassant des discussions). Il faut sans doute rajouter ceux qui sont partis parce que l'opposition n'offrait pas à leur sens une réelle alternative, il s'agit de partisans de la construction d'un nouveau parti .

Si des militants quittent , le recrutement existait également . En premier lieu les militants restés à . l'intérieur du PCB ne semblent pas avoir recruté beaucoup, cette tactique sera assez vite abandonnée . D'autre part le travail dans les organisations proches du PCB semble avoir gagné de nombreuses sympathies à l'opposition mais très peu de recrutement : les gens s'identifiaient au PCB .

Sur les indications chiffrées du recrutement qu'on a il y a un nouveau membre recruté à Anvers et quelques uns de "Socialistische Strijd", quelques nouveaux à Bruxelles .

En fait la perte de militants n'a pas été compensée par le recrutement.

VI - LA PERIODE 1931 - 1935 .

La scission de 1930 s'était donc opérée surtout sur la question de l'attitude à avoir par rapport à l'IC . Pour Trotsky et Charleroi, l'attitude des autres qui ne croyaient plus au redressement de l'IC était défaitiste dans le sens où elle laissant au bout du compte la 3° Internationale aux mains des staliniens .

A - La L.C.I.

construction de 1930 à 1932 .

La fédération de Charleroi se dote très vite d'un journal : "La voix communiste" .

Elle s'appellera successivement : "Fédération communiste oppositionnelle de Charleroi", "opposition communiste de gauche", "section belge de l'opposition communiste de gauche internationale", et en 1932, la "Ligue des communistes internationalistes" .

Elle reproche aux autres leur passivité, de se perdre en discussions sans les lier à la pratique, et lier à cela un certain intellectualisme. Elle leur reprochait également de ne pas réussir à maintenir des contacts serrés entre les fédés .

Au départ la fédération de Charleroi démarre avec 6 sections, 2 membres à Verviers et 1 à Bruxelles . Une première assemblée générale a lieu le 18 novembre 1930, on y définit les tâches prioritaires : la construction de leur groupe et le lancement du journal .

Les premières traces d'un travail commun avec Liège remontent à un article dans "La Voix Communiste" du 26 juillet 1931 . Il s'agit d'un Groupe communiste indépendant qui avait quitté l'opposition avant Charleroi sans qu'on sache exactement quand ni pourquoi . Ils étaient d'accord avec Trotsky sur la question du Transsibérien mais ne trouvaient pas qu'il y avait matière à la scission . Finalement ils rejoindront Charleroi . A Liège la vente de "La voix communiste" passe de 200 en 1932 à 400 en 1933 et 800 en 1934 .

A Bruxelles c'est Vereecken qui est le seul à avoir suivi Charleroi . Il se met à la construction d'une section à Bruxelles . En novembre 1931 elle compte 8 membres, ils vendent de 100 à 150 numéros du journal .

Les bordiguistes .

Le groupe de Bruxelles travaillait en collaboration étroite avec la "Fraction de la gauche italienne" ou bordiguistes .

Ceux-ci avaient eu des divergences avec la III° Internationale juste après la mort de Lénine . Ils étaient contre la formation de Front Unique entre différentes organisations sur des points déterminés et étaient opposés au fait d'avancer des mots d'ordre "démocratiques", c'est à dire par exemple l'amélioration des conditions de travail . Leur lien avec les trotskystes se limitait à leur opposition commune à Staline .

En Belgique les liens vont se développer : le dirigeant des bordiguistes, PERRONE, était invité aux réunions du CC; les bruxellois les aidèrent pour le lancement et le renforcement de leur journal .

En 1930, le secrétariat international les intègre . LESOIL en Belgique n'est pas du tout d'accord, il explique qu'à Charleroi les militants achètent leur journal mais qu'il ne peut être question de travailler en commun avec eux .

En fait les bordiguistes seront assez rapidement exclus , La discussion sur les deux points ci-dessus n'aboutissant pas . La fédération de Bruxelles s'élèvera contre cette décision qu'elle qualifie de "bureaucratique" .

Le groupe polonais .

En 1932 la fédération de Bruxelles et Lewitsky éditent une revue en polonais, le but étant avant tout de traduire les écrits de Trotsky en polonais, ce qui n'avait pas encore été fait .

D'après VEREECKEN les nouveaux membres du PCB, outre LEWITSKY, sont nombreux à sympathiser avec l'opposition , on tentera donc d'y construire une fraction . Le problème est que LEWITSKY restera la seule adresse connue de l'opposition .

Le premier numéro de ce journal, "Proletariat", est un trou financier, bien qu'il soit également vendu à Paris . Il ne fut sans doute jamais suivi d'un 2° à cause de la disposition de LEWITSKY . Au bout de 6 semaines sans nouvelles de ce dernier, P. NAVILLE propose que l'opposition diffuse un journal en Pologne même . En mai 1933, "Unser Sedant" est diffusé dans les centres industriels polonais, mais le premier numéro est confisqué et le suivant est censuré . On sait qu'un autre journal lui succède : "Iskna", mais on n'en sait pas plus .

Après ce travail polonais qui avait monopolisé les efforts de la fédération de Bruxelles, qui compte alors au plus haut 20 membres, celle-ci s'engage dans la construction d'une section à Louvain . Cette dernière ne comptera jamais plus de 8 membres et qui resteront très peu actifs .

La grève de juillet-août 1932 .

Avant le déclenchement de cette grève, on avait assisté à une série de conflits sporadiques dans le Borinage . Le 4 juillet une baisse de salaire de 2 à 10 % entraîne le déclenchement spontané . La grève commence dans les mines du Borinage mais elle va très rapidement s'étendre aux mines du Centre et de Charleroi (7 juillet), le 9 juillet à celles de Liège et finalement en Campine . A Charleroi, dans le centre, et à Liège, la grève s'étend rapidement aux industries métallurgiques et mécaniques .

La LCI , comme le groupe de War VAN OVERSTRAETEN, lance le mot d'ordre de grève générale, de marche sur Bruxelles, et de manifestation nationale.

Des comités de grève forment un peu partout . A Gilly et à Châtelineau ils regroupent tous les travailleurs : syndiqués, non-syndiqués, membres des Chevaliers du Travail .

Outre une satisfaction partielle des revendications des grévistes, la grève allait avoir comme résultat une baisse du crédit des socialistes bien que pas dans des proportions inquiétantes comme allait le démontrer l'élection suivante .

Durant la grève, à l'initiative du comité régional de Charleroi, dirigé par des membres des Chevaliers du Travail et de la LCI, allait se construire une structure nationale . D'autres comités régionaux existaient à Seraing, dirigé par la Centrale révolutionnaire des travailleurs, par la suite dans la Basse Sambre (dirigé par la LCI) , puis dans le centre et le Borinage .

Une première réunion nationale se tient le 27 août, 171 délégués sont présents . Les membres du PCB se sont souvent fait déléguer par des comités inconsistants . DEWAET (opposition) développe la position qu'il ne faut pas développer le caractère politique de la situation car cela signifierait la fin de l'unité . Il obtient la majorité . Une direction nationale est élue avec des délégués des différentes régions : 3 pour le borinage, 3 pour le centre, 3 pour Charleroi (Lesoil, Cornez, Lambot (PCB), 1 de Basse-Sambre (Verhaegen, opposition), 3 de Liège et la possibilité d'un pour le Limbourg .

La deuxième réunion nationale a lieu le 9 septembre, LESOIL et VERHAEGEN y sont exclus pour pessimisme et défaitisme ; à ce moment beaucoup de travailleurs ayant repris le travail ils s'opposent au fait de continuer à appeler à la grève générale jusqu'à satisfaction . Suite à cela, le comité régional de Charleroi se retire et c'est la fin du Comité National .

Pour la LCI son intervention dans la grève est un succès, fruit d'un an de travail dans le sens de l'unité .

Cependant NAVILLE, mandaté par le Bureau exécutif de la Ligue française à une réunion nationale où le bilan de l'intervention est tiré, développe que pour lui Charleroi est intervenu comme des syndicalistes . Les militants y sont apparus aux travailleurs non pas sous le nom de LCI, mais bien sous celui des chevaliers du travail et cela tant dans les meetings que dans les tracts et les pamphlets .

La LCI justifie son attitude par le fait que la question à son avis était de se battre pour l'unité de tous les travailleurs donc ç'aurait été un danger d'apparaître comme un groupe politique ne travaillant que pour sa propre boutique .

Pour la LCI, la leçon essentielle est que la grève démontre qu'un groupe minuscule par un travail patient, dans une situation pré-révolutionnaire, peut gagner la confiance des travailleurs et voir ses mots d'ordre repris et amplifiés .

Durant la grève la vente de "La voix communiste" passe de à 5000 numéros et après sera de 2000 numéros . A Jumet la vente est telle que d'après les militants de Jumet, c'est la raison qui pousse le PCB à y appeler son journal "la voix du communisme" .

Le nombre de militants double, il passe à 80, l'implantation est surtout renforcé, à Charleroi .

Pour LESOIL, le résultat obtenu par la LCI aux élections suivantes ne rendra pas compte de l'influence gagnée par elle . Pour ces élections communales, la LCI propose un Front unique au PCB qui refuse . A Gilly, Chatelineau, Ransart, Mont sur Marchienne et Auvélais, le PCB ne présente pas de listes, l'opposition s'y présente . Ailleurs, elle appelle à voter pour le PCB bien que tous les militants ne soient pas tous d'accord : LESOIL et VEREECKEN sont pour appeler à voter pour des candidats socialistes . Pour VEREECKEN il s'agit de développer une tactique à long terme visant à augmenter l'influence de la LCI chez les JGS (Jeunes gardes socialistes). Pour LESOIL il s'agissait de se baser sur ce que Lénine avait dit c'est à dire que même si le but était de gagner les travailleurs au communisme, il fallait tenir compte de leurs illusions parlementaires .

Les résultats pour l'opposition furent de 1466 voix à Châtelineau, 1 élu ; LESOIL (33 % des voix socialistes) ; 2611 voix à Gilly, 3 élus ; O. ATLAS, P. VAN DEN BORCHT, J. HENIN (36 % des voix socialistes) ; à Ransart 914 voix, 1 élu ; DEWAET (31 % des voix du POB) ; à Mont sur Marchienne 353 voix, pas d'élus ; à Auvélais 228 voix, pas d'élus .

Parmi les membres du POB, certains avaient accepté de parrainer les listes de la LCI, ils seront menacés d'exclusion pour l'avoir fait . Ils seront exclus à Mont sur Marchienne (3 métallurgistes) du parti et du syndicat ; à Ham sur Heure des délégués syndicaux seront également exclus .

La même année ont lieu des élections pour le Parlement et la province . L'opposition propose de faire des listes communes au PCB sans pour autant que les membres de l'opposition ne soient en position d'être élus . Elle le fait car pour elle il est clair que les travailleurs qui se démarquent du réformisme continuent à voter pour le PCB . L'opposition se heurte au refus du PCB . Elle appelle alors à voter pour le PCB, elle perd de ce fait un militant important : Fernand HUET, qui rejoint le groupe War VAN OVERSTRAETEN et se présente sur leurs listes .

Le PCB sortira renforcé de ces élections, il y gagne 3 députés .

De la fraction au parti .

Suite à la politique de l'IC en Allemagne, TROTSKY en déduit qu'en Allemagne l'opposition doit construire un nouveau parti . La discussion se mène à ce sujet en Belgique, tous sont d'accord, certains allant même jusqu'à dire que le temps est venu de la faire pour toutes les sections nationales.

Deux mois plus tard, la question est effectivement posée pour toutes les sections, tout le monde est d'accord d'autant plus que depuis la première réunion internationale (1930) plusieurs groupes ont quitté l'opposition parce qu'ils étaient pour la construction de nouveaux partis (Allemagne, Belgique, France).

En Belgique, face à cette nouvelle orientation, la question se pose du rapprochement avec le groupe HENNAUT vu qu'ils avaient quitté l'organisation pour cette raison . Une réunion est organisée en octobre 33, deux commissions techniques de chaque organisation sont mises sur pied pour confronter le programme de chacun . Le résultat de ce travail sera que l'on constatait que les divergences s'étaient accentuées . HENNAUT a énormément de critiques à formuler sur la déclaration des 4 et sur le travail en commun avec des socialistes de gauche . Pour LESOIL et TROTSKY, le travail vers la social-démocratie est important pour gagner à travers celui-ci des travailleurs . La fusion ne fut pas possible en Belgique .

A Bruxelles, un certain recrutement eut lieu dans les jeunes communistes et les jeunes socialistes (notamment de Nora Saxe qui par son père, rédacteur au "Peuple", va obtenir un poste de secrétaire de Victor Alder du bureau de la IIème Internationale et par ce biais renseignera TROTSKY); finalement à Bruxelles, à partir de 1934, il y aura un membre de l'opposition dans chaque arrondissement chez les JGS .

La fédération de Bruxelles compte en 1933, 22 membres surtout des jeunes, des chauffeurs de taxis et des chômeurs . En juin 1933 elle compte 25 membres et en octobre 1933 28 membres .

Un groupe de jeunes existe aussi à Charleroi depuis septembre 1928. Aussi la Belgique va-t-elle contribuer aux tentatives de créer une Internationale des jeunes . Cette tentative échoue en 32, reprend en 1934 en France conférence internationale regroupant 15 délégués de France, d'Allemagne et de Belgique . Cette conférence députée à Hambourg, se tient clandestinement à Bruxelles pour des raisons de répression et officiellement est annoncée comme s'étant tenue à Risjel . Cette conférence élit un bureau international des organisations de jeunes révolutionnaires . Il n'aura qu'une existence formelle étant donné que les sections les plus importantes sont situées aux USA, au Canada et en Australie et qu'il se heurte sans cesse à des problèmes financiers .

En Belgique, les jeunes sont une quarantaine et sont assez dynamiques . Ils éditent un journal : "La voix des jeunes" qui n'aura que 5 numéros car ils entrent en 1934 dans les JGS .

Les divergences en 1934-1935 à propos de l'entrisme .

Directement après la nouvelle orientation de construire de nouveaux partis, vient de se poser la question de l'entrée en France dans la SFIO et plus tard pour la Belgique de l'entrée dans le POB .

En Belgique, l'opposition avait acquis des sympathies dans les JGS .

Lorsque les JGS s'engageront dans l'action pour le Plan De Man, les mots d'ordre suivants seront lancés à l'initiative de TROTSKY : "le plan au pouvoir", "le POB au pouvoir".

En effet d'après TROTSKY, un gouvernement social-démocrate accroîtrait la conscience des travailleurs et couperait la tête à leurs illusions, car les sociaux démocrates laisseraient tomber le plan et donc la direction de l'aile révolutionnaire échoierait aux trotskystes . Quand bien même ils ne laisseraient pas tomber le plan, les trotskystes malgré tout resteraient partie prenante de la lutte . La LCI devait en même temps garder en vue une politique claire, d'après TROTSKY, la critique du plan comme le fruit d'une politique capitaliste devait être maintenue .

La majorité des belges sont d'accord avec Trotsky, sauf la majorité de la fédération de Bruxelles . La discussion sur ce point est relayée par la discussion sur l'entrisme .

Le 26 octobre 1934, une tribune de discussion est ouverte dans "La Voix Communiste" par un article justifiant l'entrée en France par le fait que dans de telles situations l'opposition ne peut rester un petit groupe .

Pour VEREECKEN cet argument est faux dans la mesure où la grève de 32 en Belgique a démontré qu'une trentaine de militants de l'opposition avait réussi à regrouper derrière eux des milliers de travailleurs . Le problème d'être ou non isolés n'était pas fondé d'après lui .

La majorité de la section belge se prononce finalement contre l'entrisme par un référendum le 25 novembre 34 par 55 voix contre l'entrisme et 44 pour 5 abstentions .

Une lettre paraît dans la "Voix" pour laisser entrer les jeunes dans les JGS en argumentant que contrairement à la SFIO, le POB est un parti ouvrier et que la direction des JGS ouvre des perspectives . L'entrée des jeunes est décidée à une faible majorité .

Tout est fait pour isoler VEREECKEN et le groupe de Bruxelles . Ils ont l'appui de non-entrismes à Liège dont Lucien POMMEE, à Charleroi de Camille RICHIR, de certains à Verviers dont Michel GUILLEMIN et de certains à Leuven et Ostende .

Finalement la LCI entrera dans le POB et les non-entrismes scissionneront et formeront autour de VEREECKEN le groupe Spartacus .

Le groupe War VAN OVERSTRAETEN .

Se décomposera petit à petit ; il ne compte plus que trois membres en 1938. De ce groupe , le groupe d'Anvers rejoindra en majorité la ECI et cela au moment de la déclaration des 4 en raison de ses liens avec Sneevliet .

Catherine LEGEIN .

Aux sections,

LE COMITE NATIONAL DES J. G. S., réuni à Bruxelles, le 23 mars 1935:

Examinant la situation politique créée par la démission du cabinet Theunis ;

Considérant que le Conseil Général du Parti a admis le principe de la participation à des consultations en vue de constituer un gouvernement à la fois capable de rallier une majorité parlementaire et de rétablir la confiance dans le pays ;

Considérant d'autre part, que, dans le journal LE PEUPLE, organe officiel du Parti, le citoyen Wauters a défini comme suit le programme qui pourrait constituer la base d'une collaboration éventuelle :

- 1 défense du franc à travers tout ;
- 2 lutte impitoyable contre les abus ;
- 3 élargissement du marché ;
- 4 remise au travail des chômeurs ;
- 5 résorption de la crise par des méthodes constitutionnelles, dans l'ordre, la légalité, la liberté .

Constata que ce programme est loin de représenter l'intégralité du Plan du Travail qui, d'après les décisions antérieures du Parti devait être la condition sine qua non de toute collaboration gouvernementale ;

Le Comité National tient d'ailleurs à rappeler les passages des résolutions des derniers congrès du Parti qui ont traité à la situation présente :

A. CONGRES DE NOEL 1933 :

Décide que le P. O. B. entame dès à présent, la lutte pour la conquête du pouvoir, par tous les moyens constitutionnels en vue de la réalisation de ce Plan ;

Déclare qu'il ne prendra en considération aucune participation à un gouvernement qui n'adhérerait pas au Plan du Travail comme programme d'exécution immédiate ; mais qu'il est prêt à accepter pour la conquête et l'exercice du pouvoir, l'appui de tous les groupements qui s'y rallieront.

B. CONGRES DES 27 ET 28 OCTOBRE 1934 :

Confirme sa résolution de Noël 1933, notamment en ce qui concerne les conditions d'une participation éventuelle du Parti à l'exercice du pouvoir.

C. CONGRES DU 21 FEVRIER 1935 :

Le Congrès décide :

- 1 de réclamer la dissolution des Chambres ;
- 2 de poursuivre, en l'amplifiant, dans l'ordre et la légalité, l'action pour le Plan du Travail au pouvoir.

Tenant compte de ces décisions, le Comité National J. G. S. estime que, sous peine de fouler aux pieds la charte du Parti, les militants responsables du Conseil Général ont pour obligation impérieuse de mener campagne en faveur de la dissolution du Parlement et de redoubler d'ardeur en vue de porter au pouvoir tout le Plan du Travail.

D'autre part, le Comité National estime que le Conseil Général du Parti ne pourrait, en aucune façon, décider que les résolutions des Congrès antérieurs resteront lettre morte dans la situation présente et qu'il appartient à un nouveau Congrès de déterminer l'attitude du Parti tout entier en face de l'éventualité d'une collaboration ministérielle.

En conséquence, le Comité National demande à toutes ses fédérations et sections de hâter, au sein des groupes politiques, la mobilisation des travailleurs qui seront chargés de prendre position et de réclamer de toute urgence la convocation d'un Congrès du Parti.

Le Comité National demande à tous les J. G. S. de mettre tout en œuvre pour faire triompher les mots d'ordre suivants :

1° pas de collaboration avec la bourgeoisie ou n'importe quel groupement en dehors du Plan du Travail ;

2° renforcement de la propagande en vue de hâter la dissolution des Chambres et de créer un vaste mouvement populaire qui permettra au Parti s'il est porté au pouvoir de briser la puissance des monopoles et des trusts et d'opérer les réformes de structure plus indispensables que jamais ;

3° préparation intensive de la classe ouvrière, dans ses organisations syndicales en vue de briser par la grève générale des masses et éventuellement par l'insurrection à toute tentative armée de la bourgeoisie capitaliste de violer la légalité et d'établir un gouvernement dictatorial comme en d'autres pays.

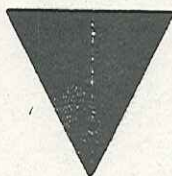
Deuxième résolution

Le Comité National J. G. S. examinant la situation politique :

Regrette que la presse socialiste défende une politique de collaboration autour d'un programme inférieur au Plan du Travail, se mettant ainsi en contradiction avec les résolutions formelles des Congrès antérieurs du P. O. B. ;

S'étonne que les dirigeants du Parti qui ont jusqu'à hier, défendu la formule « tout le Plan du Travail au pouvoir » préparent une solution différente alors que les événements récents ne justifient en rien pareil changement d'attitude, même pour défendre le franc, il faut sauver l'économie par la socialisation :

Affirme que pour lui, le Parti socialiste ne peut, sans peine de périr, administrer la société capitaliste en l'amendant légèrement ; ce serait se compromettre aux yeux des masses révoltées, comme la social-démocratie allemande ou espagnole parce qu'il n'est point de solution à la crise en dehors du Socialisme.



. LE PARTI SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE .

Sous le titre "Le Parti socialiste Révolutionnaire" (Le Mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939), Catherine LEGEIN a soutenu à l'Université Catholique de Louvain un mémoire en vue de l'obtention du grade de licencié en Histoire, sous la direction du professeur FROGNIER .

Ainsi se trouvait pour la première fois abordé un sujet qui mérite quelque attention . Le PSR belge était né de la rencontre entre la vieille section de l'Opposition de gauche belge - le groupe de Vercecken à Bruxelles- et surtout de Léon LESOIL à Charleroi - et l'aile gauche de la social-démocratie belge, du parti ouvrier ou des Jeunes Gardes socialistes qui s'étaient organisées autour de l'action socialiste, puis après la scission de cette dernière dans l'Action socialiste révolutionnaire qui éditait un hebdomadaire portant ce titre et dont le dirigeant était le dirigeant JGS Walter DAUGE .

Catherine LEGEIN s'est fixé une double tâche . D'une part signaler et rendre compte des grands débats politiques : avant la naissance du PSR, le débat entre trotskystes belges, "entrismes" comme LESOIL, "anti- entrismes" comme VEREECKEN, et la scission consécutive ; après la naissance du PSR, le débat sur l'élection de Bruxelles et l'affrontement électoral entre Paul VAN ZEELAND et le leader rexiste DEGRELLE, la question des "nouveaux syndicats", celle du PCUM, la scission ouverte par la démission de VEREECKEN en 1938 et la crise que ce parti connaît en 1939 - 1940 . D'autre part, elle s'est efforcée de montrer de façon concrète ce qu'était le PSR, qui composait ses "fédérations", en dressant des listes d'adhérents indiquant âge et responsabilités, profession et mandats, mais aussi en indiquant les activités publiques, voire le nombre d'exemplaires du journal ou d'autres publications diffusées localement ,etc .

Extrêmement sérieuse, scrupuleuse même dans l'utilisation et l'interprétation des documents, Catherine LEGEIN a peut-être manqué par moments d'ambition, voire d'audace, et elle est restée timide voire réservée à l'égard de son propre sujet . On regrettera beaucoup par exemple, à propos du débat sur l'entrisme, de n'avoir aucune idée concrète de ce qu'est le POB (d'ailleurs dactylographié PCB à maintes reprises, ce qui n'arrange rien) de ce que représente la tendance ASR, en son sein, avec cet hebdomadaire que P.H. SPAAK correspondant de TROTSKY et son visiteur en 1934, dirigea jusqu'en 1935 . L'un des arguments de Trotsky en faveur de l' "entrisme" en Belgique n'était-il pas l'existence de cette aile gauche, et, en particulier, de l'aile gauche des JGS, incarnée à ses yeux par DAUGE ? Et Catherine LEGEIN n'a-t-elle pas lu dans les Oeuvres ces lettres de TROTSKY où ce dernier justifie la nécessité de l'entrisme par celle de gagner les militants qui entourent DAUGE, sans compter DAUGE lui-même ?

De la même façon, la conception du récit historique qui est celle de C.LEGEIN dans ce mémoire la conduit à présenter les débats sous forme de larges, très larges extraits de textes qui s'opposent, se répondent et se contredisent. L'intérêt est évident, mais pourquoi ne pas se contenter alors d'un recueil de documents intelligemment présentés ? L'inconvénient de cette méthode n'est que trop patent : les textes sont pratiquement juxtaposés et il n'y a aucun récit, ni commentaire, ni analyse continue, ce qui ferait apparaître comme purement anecdotique les discussions les plus graves sur les principes. Quant à la construction du PSR à travers ses fédérations, elle perd évidemment à n'être présentée, au fond, que dans des termes chiffrés ou des énumérations, et d'apparaître comme se déroulant dans un milieu qui, pour le lecteur français au moins, relève de l'abstraction et qu'on ne voit pas vivre

se déchirer, lutter pour s'unir, ce qui fut pourtant certainement le cas dans la période étudiée .

Il reste que le travail de Catherine LEGEIN pose les bases solides d'une étude qui se voudra plus scientifique et par conséquent moins descriptive, explication historique plus que recensement . Le PSR naît de la fusion au sein de l' ASR des trotskystes "entrés" et des authentiques socialistes de gauche, puis de la fusion de cette ASR avec les "anti-entristes" de VEREECKEN . C'est une organisation dont les effectifs ont tourné autour de 800 militants : la petite Belgique a une organisation qui dépasse numériquement de loin pendant cette période la section française et ne cède apparemment le pas qu'à la section américaine . On comprend dès lors son importance historique au sein de l'Opposition internationale, puis de la IVème Internationale . En outre , elle apparaît comme profondément hétérogène . Les quelques 660 militants que compte la fédération du Borinage, issus en majorité du POB, et authentiques prolétaires, sont-ils tous des "bolcheviques-léninistes" ? On peut en douter à la lecture des informations données par C. LEGEIN, notamment sur le débat concernant les conditions d'appartenance et de militantisme . Ces 660 militants vendent en 1937 en moyenne 2300 journaux . La Fédération de Charleroi . le "noyau prolétarien" du PSR, les gens des mines et de la métallurgie, sont eux, 54 seulement à la même époque , qui vendent 1500 numéros par semaine . En 1936, les premiers ont obtenu 7050 voix aux élections, les seconds 2083 . N'y a-t-il pas lieu d'opérer une distinction qui se faisait , semble-t-il, couramment à l'époque entre les "daugistes" et les "trotskystes" du PSR ? C'est en tout cas ce que suggère la lecture des chapitres consacrés à la discussion syndicale et au débat sur l' élection partielle de Bruxelles : c'est bel et bien le courant daugiste qui s'engage ici sur un chemin qui ne peut que l'éloigner très rapidement de l'organisation internationale à laquelle il appartient .

Page après page, revient le nom de VEREECKEN , que C. LEGEIN orthographe incorrectement "VERRECKEN", l'homme ayant découvert après la guerre l'orthographe véritable de son nom, VEREECKEN . Ce militant a joué un grand rôle dans l'histoire du mouvement, et pas seulement en Belgique . Son dévouement, son courage, son coeur, étaient indéniables, son attachement au communisme et à la cause ouvrière aussi . Mais une étude de l'histoire du PSR se devrait d'examiner sérieusement - pas seulement en mentionnant les textes de ses adversaires - pas seulement en mentionnant les textes de ses adversaires - les courbes de sa ligne politique, ses tournants brusques, ses "caprices" disait TROTSKY, les crises de sectarisme ouvrant de longues périodes d'adaptation opportuniste . En outre, par son livre sur le GPU, dans lequel il a abordé à peu près tous les points de l'histoire du mouvement, par l'existence de ses archives aussi, VEREECKEN est devenu une référence à l'égard de laquelle il faut faire preuve de la plus grande vigilance . La condition d'un travail historique sérieux sur le mouvement trotskyste belge est une critique des méthodes de VEREECKEN, de sa façon de présenter et d'utiliser les documents, de sa méthode de raisonnement même, et Catherine LEGEIN aurait dû s'y attaquer plus qu'occasionnellement, au coup par coup, comme elle le fait .

Que cette organisation, si totalement et si profondément ouvrière par sa composition, ait en même temps manifesté autant de sensibilité aux arguments et aux pressions de la petite-bourgeoisie, que ce soit dans le soutien au candidat capitaliste "anti-fasciste" aux élections , ou dans la question du POUM, voilà des problèmes que ne manque pas de se poser le lecteur du travail de Catherine LEGEIN . La dépression, le terrible découragement, qui étreint Léon LESOIL à partir de 1936 et dont il ne relèvera jamais totalement n'ont-ils pas de cause politique ? On aimerait en savoir plus .

Catherine LEGEIN, dans sa mise au point concernant DAUGE, de 1939 à 1944, a pourtant montré qu'elle sait être nette et faire justice des légendes comme des niaiseries .

Les critiques faites ici ne doivent pas masquer les immenses mérites de ce travail considérable de la part d'une débutante . Ils sont au nombre de deux, non seulement essentiels, mais déterminants : D'abord, Catherine LEGEIN est extrêmement attentive à tout ce qui est référence, source, citation : le soin qu'elle y apporte inspire la confiance et c'est la condition élémentaire pour la réalisation d'un travail historique . Ensuite - et peut-être au détriment de ce qu'elle aurait pu personnellement apporter à la compréhension de cette question - elle accumule les matériaux, qu'ils soient bruts comme les documents ou élaborés comme l'impressionnante série de notices biographiques qu'elle donne en annexe . Elle crée ainsi les conditions d'une poursuite du travail qu'elle a commencé et évite le grand péril qui guette les débutants présomptueux : écrire un travail qui gênera la recherche après eux . Ce n'est pas du tout le cas de Catherine LEGEIN qui a donc bien mérité de la recherche . Disons-le lui très franchement : il lui appartient maintenant d'écrire, sous la forme qui lui paraîtra adéquate, une histoire du PSR qui s'élèvera un peu au dessus des documents, saura retrouver la hauteur des questions politiques posées au monde dans cette période et fera donc faire à nos connaissances un vrai bond en avant .

P. BROUE .



Secrétaire de rédaction: Walter DAUGE

Administration: Clément DELSAUT

ABONNEMENTS: 3 mois 6 fr.; 6 m. 12 fr.; 12 m. 24 fr.

PETITES ANNONCES 1 FR. LA LIGNE DE 34 mm

ANNONCES ET RECLAMES 2 FR. LA LIGNE DE 69 mm. - Prix spéciaux par contrats

ORGANE DU PARTI SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE, SECTION BELGE DE LA IVe INTERNATIONALE.

LA LUTTE OUVRIERE

LES PATRONS DU PORT D'ANVERS ONT DENONCE LE CONTRAT DE TRAVAIL PARCE QUE LES DOCKERS REFUSENT D'ABANDONNER LA SEMAINE DE 40 HEURES.

BRAVO, LES DOCKERS! NE CEDEZ PAS D'UN MILLIMETRE! DECLENchez LA GREVE COMME EN JUIN 36, S'IL LE FAUT, POUR MAINTENIR VOTRE CONQUETE.

TRAVAILLEURS DE TOUTES LES CORPORATIONS, APPUYEZ LES DOCKERS D'ANVERS EN DECLENCHANT LA LUTTE POUR L'INSTAURATION DE LA SEMAINE DE 40 HEURES DANS TOUTES LES INDUSTRIES!

A bas Léopold III, aspirant dictateur! A bas la monarchie réactionnaire! Vive l'union des républiques socialistes soviétiques de Flandre et de Wallonie!

Le Ministère du Mardi-Gras

Les Dirigeants du P.O.B. consentent à collaborer avec les Banquiers et les affameurs du peuple

FLENU -- L'affaire du drapeau tricolore

LES DIRIGEANTS REFORMISTES CONTINUENT A JOUER LE ROLE DE LAQAIS SERVILES DE LA MONARCHIE

On a vu l'ancien cabinet mais nous espérons que l'ancien ministre a trop de nommer son ministère à techniciens. Léopold III...

On a très bien senti qu'il était une nouvelle fois son autorité dans la balance. On a d'abord quand il a nommé M. Pierlot...

On a vu l'ancien cabinet mais nous espérons que l'ancien ministre a trop de nommer son ministère à techniciens. Léopold III...

On y voit aussi un certain Richard, magnat de l'électricité, homme de confiance du grand trust Sofina.

La plupart des journaux quotidiens ont parlé de l'affaire du drapeau tricolore en bernant qui avait été arboré au balcon de la maison communale de Fleny, à l'occasion de l'anniversaire de la mort du roi Albert...

D'autre part, dans de nombreuses communes du pays, les anciens combattants monteront la garde avec les flambeaux, à 17 h, devant le monument aux morts de la commune ou éventuellement devant le monument du Roi Albert.

tratif qui spécifiait bien — nous le répétons — que le drapeau tricolore serait arboré sur les bâtiments de l'Etat et sur lequel, en outre, Capron avait inscrit de sa propre main le mot COLLEGE.